



EURASIAPEACE

Centre de Réflexion et de Prospective sur la Paix en Eurasie

**DE L'EFFERVESCENCE RELIGIEUSE POST-INDÉPENDANCE À UNE FORME DE SÉCULARISATION LOYALISTE
« NÉO-MONARCHIQUE » : QUEL AVENIR POUR LE PLURALISME ISLAMIQUE EN AZERBAÏDJAN ?**



Mosquée Bibi Heybat à proximité de Bakou début XXème siècle

Morgan CAILLET
Décembre 2021



L'AUTEUR: _____
MORGAN CAILLET

Chercheur indépendant, socio-anthropologue de formation (Université de Caen) et diplômé de l'Institut d'Études Politiques en Management interculturel (Aix en Provence) et de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques en gestion de programmes internationaux (Paris). Ses recherches en construction de la paix, croisent les disciplines de la géopolitique, des études de frontières et de l'anthropologie, et consistent en une analyse pluridimensionnelle du conflit arméno-azerbaïdjanais du Karabakh et en l'exploration de ses pistes de résolution.



EURASIAPEACE

TOUS LES PROPOS DE L'AUTEUR N'ENGAGENT QUE SA SEULE RESPONSABILITÉ

©TOUS DROITS RÉSERVÉS - EURASIAPEACE – 2022

De l'effervescence religieuse post-indépendance à une forme de sécularisation loyaliste « néo-monarchique » : quel avenir pour le pluralisme islamique en Azerbaïdjan ?

L'éclatement de l'URSS en 1991 a provoqué un profond remaniement identitaire dans l'ensemble des ex-républiques socialistes soviétiques du Caucase et de l'Asie centrale, auquel n'a pas échappé l'Azerbaïdjan, riche d'une longue histoire multiculturelle, situé au carrefour des mondes européen et asiatique, et formant une zone tampon entre le monde turco-iranien au sud et russe au nord. Ce pays largement sécularisé depuis le 19^{ème} siècle, au cours duquel s'est constitué la nation azerbaïdjanaise, s'est ainsi extirpé du bloc soviétique et de sa répression contre toutes les formes d'expression religieuse, au moment de l'échec de la Perestroïka, dans un contexte de conflit territorial avec l'Arménie qui s'est réactivé en 1988, et de développement économique sans précédent grâce à ses ressources pétrolières et à la signature en 1994 du « Contrat du Siècle » avec un consortium de compagnies occidentales.

La disparition d'un pan entier de la modernité marqué par l'athéisme scientifique et le matérialisme dialectique a inauguré une période de recherche de nouveaux modèles identificatoires et de renouement avec les racines culturelles ancestrales. Cette riche période de restructuration du paysage religieux de l'Azerbaïdjan est ainsi caractérisée par l'opposition d'acteurs se disputant le sens des pratiques et du message coranique et leurs interactions avec une population à 97 % musulmane présentant la singularité à la fois d'être composée de deux tiers de chiïtes et d'un tiers de sunnites et de souhaiter se réapproprier les idéaux modernes déçus par la chute de l'URSS. Cette zone frontière a été, parallèlement à l'arrivée de nouveaux courants islamiques étrangers provenant d'Iran, de Turquie et du monde arabe, bousculée par des enjeux internationaux cruciaux que l'on pense aux événements du 11 septembre 2001 et des guerres « contre l'axe du mal » en Irak et en Afghanistan portées par l'idéologie du « choc des civilisations », à la « crise des caricatures » de la fin des années 2000, puis des « Printemps Arabes » au début des années 2010, et enfin du conflit en Syrie. Ce contexte global a évidemment interagi avec une situation de reconstruction du système politique azerbaïdjanais autour d'un fonctionnement clanique et d'une succession dynastique du pouvoir au sein de la famille Aliev dès 2003.

Suite à une longue période de survie de l'« islam populaire » azerbaïdjanais dans la sphère familiale privée et s'organisant autour des lieux saints qui parsèment le pays, et alors que l'on fête les 30 ans de l'indépendance politique, économique et socio-culturelle du pays, il est nécessaire de dresser un court bilan de l'évolution des relations entre le politique et le religieux dans ce pays du sud-Caucase en focalisant sur sa religion principale, l'islam, dans la diversité de ses courants, et d'apporter des éléments de compréhension des déterminants et des caractéristiques de la politique de sécularisation des autorités post-soviétiques d'Azerbaïdjan.

L'Islam en Azerbaïdjan durant la période soviétique et ses conséquences en terme de pratique religieuse

A partir du 18^{ème} siècle, la Russie devient l'adversaire principal de la Perse dans la région sud-caucasienne et après les conquêtes russes entamées dès 1801, le traité de Turkmentchaï signé en 1828 donne lieu à la partition de l'Azerbaïdjan et à la fixation de la frontière entre les deux empires. L'année suivante, en 1829, le traité d'Andrianopol entre l'Empire ottoman et l'Empire russe entérine la conquête russe sur tout le sud Caucase. Par conséquent, c'est la deuxième fois de son histoire que l'Islam perd sa place de religion dominante en Azerbaïdjan, en ce qu'elle n'est plus celle de son souverain et ce, depuis la période mongole pendant laquelle il avait néanmoins été possible de convertir les envahisseurs. Après une courte expérience de république indépendante entre 1918-1920, le régime communiste s'impose à la population azerbaïdjanaise et durera 70 ans.

Un bref historique de l'islam en Azerbaïdjan de la conquête russe à la Perestroïka

Un rappel sur l'islamisation de la région s'impose afin de saisir l'histoire sur le temps long avec laquelle la population azerbaïdjanaise a renoué après l'indépendance de 1991.

L'Islam en Azerbaïdjan avant la conquête russe

L'islamisation de la région commence au 7^{ème} siècle avec la conquête des Omeyyades arabes qui s'imposent contre les Sassanides perses, dont la religion d'État est le *zoroastrisme*, et leurs vassaux locaux de la dynastie chrétienne des *Mihranides*, régnant sur l'*Albanie du Caucase*, ancêtre de l'Azerbaïdjan¹, zoroastrienne puis chrétienne. Elle ne se fera que progressivement² avant de se stabiliser sous les vagues d'invasions des *Seldjoukides* du groupe turcique *Oghouz* qui instaurent durablement le sunnisme *hanifite* à partir de 1055 et permettent le développement de la langue turque parlée désormais par la majorité de la population locale tandis que le perse devient la langue littéraire. Les Mongols qui occupent la région à partir du 13^{ème} siècle se convertissent largement à l'islam tout en conservant les lois du *Yasak*. Les populations locales caucasiennes qui s'étaient agrégées les populations Huns et *Khazars* puis Turcs *Oghouz* s'enrichissent à cette époque de populations turco-mongoles. Cette période est marquée par une grande liberté religieuse³.

Au début du 16^{ème} siècle, Ismaïl Ier, à la tête des *Kizil Bakh*, et qui avait une nette affiliation chiite, défait les Ak-Koyunlu (« Les Moutons Blancs ») et les *shirvanshahs* liés à l'ordre soufi *séfévide* et gouvernant la région depuis 1467⁴, et installe une nouvelle dynastie *séfévide*. Il instaure le chiisme comme religion d'État après la prise d'Ardabil, impose les conversions des sunnites, incorpore l'ordre *séfévide* au système administratif, unit les gens d'épée (*Kizil Bakh* turcomans) aux gens de plume (administrateurs iraniens). Il règne en autocrate dans une monarchie absolue à caractère théocratique. Leur avancée vers l'ouest est stoppée par les

1 Farida Mammedova, le problème de l'ethnos albano-caucasien, Cahier du Monde russe et soviétique, Vol 31, n°2/3, Regards sur l'anthropologie soviétique, avril-septembre 1990, p385-395.

2 On notera notamment le mouvement de Babek à la tête de la *Khouramiyya* et qui tient tête aux armées du calife entre 816 et 837.

3 L'orthodoxie sunnite se voit concurrencée par les *tarikats* soufies (Kalendars, la *Khalvatiyya*, la *Safaviyya*, la *Bektachiyya* ou le mouvement du Sheikh Baba Yacoubi) ou la dissidence chiite mais aussi par une libération des courants religieux chrétiens et une certaine proximité entre l'aristocratie mongole et le christianisme (Gengis Khan lui-même avait unifié la nation mongole en fédérant de puissantes tribus majoritairement chrétiennes nestoriennes, dont celle de Hulagu, premier *il Khan* de Perse).

4 Les Ak-Koyunlu ("Moutons Blancs") succèdent aux Kara-Koyunlu ("Moutons Noirs") qui dirigeaient également la région avec les *shirvanshahs* à partir de 1406, période pendant laquelle se développe le mouvement de la *Hurufiyya*.

Ottomans de Selim Ier, suite à quoi l'Azerbaïdjan sera, durant deux siècles, une ligne de séparation entre les *Séfévides* chiïtes et les *Ottomans* sunnites et un terrain d'affrontement entre eux. Les Turcomans restés fidèles à Ismaël et la forte pression des Ottomans participent de la turquisation ethnique de l'Azerbaïdjan.

A partir de la défaite de Tabriz en 1605, les *Ottomans* reculent comme le sunnisme qu'ils promeuvent, face au pouvoir des Shahs d'Iran qui instaurent durablement le *chiïsme duodécimain ou imamites* tandis que les zones septentrionales restent plutôt sunnites. L'école *djafarite* du chiïsme duodécimain voit le succès de l'*usulisme* plus rationaliste (contre l'*akhbarisme* traditionaliste) qui accepte également, aux côtés du Coran et des hadiths, l'*ijtihad* comme source de la charia, et qui est marqué par l'institutionnalisation et la hiérarchisation de son clergé.

L'arrivée de Nader Shah, commandant de la tribu turcomane afshar, sur le trône de Perse en 1736, après avoir chassé les Afghans et sécurisé les frontières contre les Russes, marque un rapprochement doctrinal avec les sunnites en renonçant aux imprécations chiïtes contre les trois premiers califes. Il cherche à faire reconnaître l'école *djafarite* comme cinquième école théologico-juridique de l'islam par la Porte, siège du califat. Sans succès, la démarche permet néanmoins aux chiïtes de se joindre aux sunnites lors du pèlerinage à la Mecque. Sa mort en 1747 marque la fin de l'affirmation du pouvoir central et l'avènement de pouvoirs locaux dans le sud-Caucase : les 14 *khanats* auquel il faut ajouter 5 sultanats et 5 *mélikats* arméniens, dépendants des *khans* dans des formes variables.

De la conquête russe à la chute de la République indépendante : le débat pan-islamisme / pan-turquisme et la naissance de la nation azerbaïdjanaise

Le recensement de 1830, intervenu après le retranchement des khanats de l'Azerbaïdjan iranien, fait apparaître une nette supériorité démographique des sunnites qui sont deux fois plus nombreux que les chiïtes au sein d'une population à 83 % musulmane. Les sunnites sont plutôt répartis au nord du pays et comprennent de façon schématique l'ethnie Lezghi et la majorité des Azéris et des Kurdes tandis que les chiïtes sont plutôt répartis dans le sud et le centre du pays et comprennent les ethnies Talyshs, et le reste de la population azérie et kurde.

Le début de la répression du clergé musulman commence dans les années 1820 avec le projet de russification et de promotion de l'orthodoxie. Une structure centralisée est mise en place progressivement avec l'instauration d'un chef religieux chiïte, le *Sheikh ul-islam* en 1823, puis un chef religieux sunnite, le *Mufti*, en 1832, puis par décret d'Alexandre III en 1875, d'une Direction religieuse regroupant sunnites et chiïtes, installée à Tiflis⁵ où réside le vice-roi du Caucase, et qui restera en place jusqu'en 1917. Cette structure exerce un contrôle total sur le clergé en obéissant au gouverneur local puis au Ministère de l'Intérieur russe à la fin du 19ème siècle. Cette période est marquée par la résistance sunnite des Tchétchènes et des Daghestanais autour de la *tarikats* soufie *Nasqhandiyya*, dirigée par l'imam Shaml⁶ dès 1834, et qui tiendra les armées russes en échec pendant plus de vingt ans jusqu'à sa capture en 1859, avant une ferme reprise en main du clergé musulman et l'interdiction des *tarikats* soufies. Cette résistance fait des adeptes en Azerbaïdjan et une alliance est même nouée avec les chiïtes du Karabakh, ce qui représente la première tentative d'union entre sunnites et chiïtes contre l'envahisseur étranger dans l'histoire de Azerbaïdjan⁷. Cette répression russe contre la résistance caucasienne ainsi que la guerre russo-ottomane de 1877-1878 provoquent l'émigration et la mort de 1,8 à 3 millions de sunnites. De plus, le boom pétrolier attire de nombreux Azéris chiïte d'Iran à Bakou. Par conséquent, la proportion entre sunnites

5 Tiflis est l'ancien nom de Tbilissi, capitale de la Géorgie actuelle.

6 L'Imam Shaml (1797-1871), appartenant à l'ethnie Avar, et originaire du Daghestan, Il est un des plus puissants symboles de la résistance nord-caucasienne à la colonisation russe.

7 Yunusov Arif, Islam in Azerbaijan, Ed Zaman, Bakou, 2004.

et chiites s'inverse complètement au cours du siècle : le recensement de 1886 fait état d'une proportion de musulman de 74 %, en baisse du fait de l'immigration russe, et du passage à une proportion de 66 % de chiites⁸.

On assiste au 19^{ème} siècle, à la montée d'une intelligentsia acquise aux idées européennes, soutenue par la Russie et demandant de façon croissante la séparation de la religion et de l'État. Le *djadidisme* même, qui devient un mouvement populaire de masse dans les régions musulmanes, ne prend que modérément en Azerbaïdjan car la classe intellectuelle promeut un enseignement profane plus qu'une réforme de l'enseignement religieux⁹. L'époque est marquée par une opposition des classes populaires encore très attachées aux *akhunds*, aux *mollahs* et aux *sheikhs* largement décriés par Mirza Fath Ali Akhundov¹⁰. Il existe néanmoins des collaborations fructueuses entre les intellectuels et les religieux dans le cadre de la modernisation de la société¹¹. La classe intellectuelle plutôt sunnite se questionne à cette époque sur les raisons du retard civilisationnel et de développement du monde islamique et sur les moyens d'y remédier¹². Ce courant appelle à la modernisation d'un islam compatible avec la libre pensée et les idées progressistes ainsi qu'aux progrès scientifiques et technologiques et promeut la réconciliation entre chiites et sunnites. Mais il se heurte au nationalisme croissant du tournant du 20^{ème} siècle porté par la rébellion des nations musulmanes internes à l'Empire ottoman et mettant à mal l'idée d'union des musulmans. Le courant panturquiste, diffusé ensuite dans l'Empire russe par Ismaïl Gasprinski, va naître en réaction à ce débat entre panislamisme et nationalisme naissant et en effectuer une synthèse en promouvant cette même unité des musulmans mais uniquement pour les peuples d'origine turque. La première révolution russe de 1905-1907 marque le renforcement de l'union des musulmans en Azerbaïdjan symbolisé par l'organisation militaire *Difai* dans un contexte de conflit ethnique avec les Arméniens. La première conférence des musulmans de toute la Russie le 15 août 1905 reflète ces débats de l'époque et mène à la création de l'*Iftihaq* qui a son siège à Bakou. Comme l'explique Altaï Geyushov, le parti *Iftihaq* n'était pas animé par des serviteurs de la religion mais par des intellectuels, des savants et des médecins : le parti ne faisait pas la promotion d'une monarchie chariatique mais était porteur d'un discours plus libéral démocrate¹³. Enfin la révolution en Iran (1905-1911) connectée à la rébellion de la population azérie sous le leadership de Sattar-Khan (1868-1914), et à laquelle les Azéris du nord prennent une large part, voit la création du Parti National Iranien en 1909 porté par les idées pan-turquistes. Ce mouvement qui réconcilie l'antagonisme entre Azéris chiites et Turcs ottomans sunnites, est très bien accueilli par l'intelligentsia azérie et va devenir la tendance principale de la vie politique azerbaïdjanaise, symbolisée par le Parti *Moussavat*¹⁴, créé dans la foulée.

8 Tadeusz Swietochowski, The hidden face of islam, World Policy Journal, Vol 19, n°3, 2002, p 69-76.

9 Geyushov Altaï, L'élan brisé : les intellectuels azéris et l'enseignement islamique avant la soviétisation, in Religion et Politique dans le Caucase post-soviétique, sous la dir de Balci Bayram et Motika Raoul, Ed Maisonneuve et Larose, 2007.

10 Mirza Fath Ali Akhundov (1812-1878), traducteur, professeur de russe et de persan, fonctionnaire impérial issu d'une famille de religieux, introduit le genre théâtral en Azerbaïdjan sous forme de comédies stigmatisant l'obscurantisme de la petite noblesse terrienne et le parasitisme des mollahs. Il critique ouvertement les mœurs et la justice féodale de la société traditionnelle et il est le précurseur d'un modèle de société sécularisée et de la littérature d'expression turcophone tout en se reconnaissant une appartenance au monde perse. Il est une référence éminente du nationalisme azerbaïdjanais.

11 Geyushov Altaï, L'élan brisé : les intellectuels azéris et l'enseignement islamique avant la soviétisation, Ibid.

12 Cette réflexion est alimentée par les débats en Turquie marqués par l'apparition du panislamisme de Djamel al-Din al-Afghani et séduisant la classe des intellectuels libéraux.

13 Geyushov Altaï, L'élan brisé : les intellectuels azéris et l'enseignement islamique avant la soviétisation, Ibid

14 Créé en 1911, le Parti Moussavat ("Egalité"), panislamiste à l'origine, subit une profonde réforme idéologique pour évoluer vers le nationalisme et le pan-turquisme.



*Mirza Fath – Ali Akhundov
(1812-1878)*

L'instauration de la première République d'Azerbaïdjan le 28 mai 1918, à la faveur de la Révolution de 1917, et dans un contexte d'opposition entre le *Moussavat* et l'*Iftihaq*, sépare la religion de l'État et abolit les tribunaux religieux¹⁵. Elle s'instaure néanmoins dans le respect de l'Islam : couleur verte du drapeau, prise en compte de la diversité ethnique et religieuse au Parlement, création d'un ministère dédié aux affaires religieuses et direction religieuse du *Mashikat* commune aux chiïtes et aux sunnites à Bakou avec une codirection d'un *Sheikh ul-islam* et d'un *Mufti* qui sont assistants du ministre. Les trois forces politiques et intellectuelles de l'époque, panislamiste, nationaliste et sociale-démocrate, toutes favorables aux idées du parlementarisme et de la démocratie, forment une *Milli Shoura*¹⁶. Cependant, le manque de soutien des populations rurales, les pressions étrangères et le conflit avec l'Arménie amènent une alliance entre l'*Iftihaq* et les Russes et l'invasion de ces derniers le 27 avril 1920 qui imposent le pouvoir soviétique.

« L'islam parallèle » de la période soviétique et la Perestroïka

Les premiers temps de la soviétisation rendent compte d'une situation assez particulière. Le Commissariat central aux questions musulmanes ou Muskom est créé en janvier 1918 après la Direction centrale des Musulmans du Caucase en juillet 1917 à laquelle avait été intégrée l'ancienne *mashikat*. D'un côté, le pouvoir central fait preuve d'une relative tolérance religieuse vis à vis de l'islam du fait d'une répression plutôt portée contre l'orthodoxie, ce qui s'explique par la recherche d'alliance contre les *Russes Blancs*, et d'une « croyance romantique dans le potentiel de la réserve musulmane dans la lutte contre l'impérialisme »¹⁷. Ainsi, à la suite du Congrès des Peuples d'Orient à Bakou en septembre 1920, les *waqf* ou biens du clergé ainsi que leurs terres, auparavant confisqués en mai, sont restitués. De même que sont remises en place les cours chariatiques, mosquées, et *madrassas*. Mais d'un autre côté, le Commissaire du Peuple aux Nationalités de l'époque, Joseph Staline, se livre à une division des sunnites et des chiïtes en créant par exemple, l'« Armée des mollahs rouges ».

15 Sauf à Zaqatala. Cette abolition n'aura lieu dans le reste de l'Empire qu'en 1928.

16 La *Milli Shoura* ou "Assemblée Nationale" est aussi constituée, en plus des forces politiques précitées, parmi lesquelles le *Moussavat* remporte l'écrasante majorité, de deux fractions arméniennes, d'une organisation slave russe, de bolcheviques et de divers groupuscules.

17 Yunusov Arif, *Islam in Azerbaijan*, Edition Zaman, Bakou, 2004

A partir de la fin des années 1920 et durant les années 1930, la répression systématique s'abat sur le pays en vertu d'une vision plus radicale de la religion comme « *opium du peuple* »¹⁸ et en raison également du changement d'attitude des alliés de l'URSS au premier rang desquels la Turquie de Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938), père de la Turquie moderne, qui se livre à ses premières campagnes antireligieuses qui marquent la victoire définitive du panturquisme sur le panislamisme. Les sociétés religieuses sont désormais enregistrées auprès du Comité du Peuple ou Narkomat. L'Union des sans-Dieu est créé en 1925 par Iemelian Yaroslavski (1878-1943) de la commission antireligieuse du Politburo du PCUS (Parti Communiste d'Union Soviétique). Les cérémonies de *Muharrem* sont prohibées, les lois coutumières (ou *adats*) sont interdites, et l'alphabet latin est instauré en 1929 afin de lutter contre l'influence du clergé sur la population ainsi que pour la couper de son histoire, de l'Iran et des pays arabes. L'alphabet cyrillique sera mis en place dans un deuxième temps en 1940 afin de lutter contre l'influence turque. Les décrets se multiplient en 1928-1929 : les organisations religieuses ne doivent plus s'occuper que des prières, la littérature religieuse est interdite ainsi que toute forme de propagande, les mosquées sont transformées en clubs et musées (de 3000 en 1917, elles ne sont plus que 17 en 1933). Au-delà, après les répressions du début des années 1920 contre les ennemis de classe » et du début des années 1930 contre les dirigeants d'origine turcophones dans toute la Russie, c'est le début des « Purges » contre les *tarikats* et les intellectuels à partir de 1937 sous l'égide de Mir Djafar Baghirov¹⁹ qui feront perdre la vie à 120 000 personnes dont 30 000 figures du monde intellectuel, littéraire, scientifique et universitaire²⁰.

Le pari allemand sur la population musulmane durant la 2^{de} guerre mondiale qui passe par la formation militaire de prisonniers de guerre et de militants anti-communistes, afin d'avoir accès au pétrole de la Caspienne et de se ménager un pont vers l'Iran et l'Irak, provoque un changement de la politique de l'URSS : l'Union des sans-Dieu est abolie. En 1942, le Congrès extraordinaire des membres du clergé musulman de l'URSS à Ufa mène à la création de la Direction des Affaires Religieuses qui se subdivise en quatre dont une pour la Transcaucasie en 1944, avec un siège à Bakou réunissant un *sheikh ul-islam* et un *mufti* et qui va devenir un puissant instrument de contrôle du clergé. Dans les années 1950, la politique de libéralisation de Staline est due à la disparition de l'ancienne génération du clergé formé avant la création de l'URSS : la nouvelle génération du clergé est devenue un corps de fonctionnaires membres du PC travaillant en étroite collaboration avec les autorités athéistes. Khrouchtchev va lancer une nouvelle campagne de russification, accompagnée de fermetures de mosquées, de répression contre les croyants, et de propagande antireligieuse qui sera poursuivie sous Brejnev dans les années 1960 et 1970. Cette politique s'intensifie à la fin des années 1970 et dans les années 1980 après la guerre contre l'Afghanistan et la Révolution islamique en Iran.

Cette période soviétique est marquée par le développement d'un islam clandestin en réaction à une politique de répressions contre les musulmans conduite avec des représentations typiquement chrétiennes de la religion²¹ : d'une part les fermetures de mosquées n'ont pas le même effet que des fermetures d'églises en raison du rôle différent de ces édifices religieux qui peuvent être aisément remplacés et d'autre part la mise en place d'une direction religieuse pour l'islam qui n'a pas de hiérarchie religieuse au sens où l'entendent les chrétiens, et dont les communautés agissent de façon indépendante ne pouvait avoir qu'un effet limité. S'il y a eu une dé-islamisation des russophones et des intellectuels à Bakou principalement, il n'en a rien

18 La citation originelle de Karl Marx beaucoup moins anticléricale que telle qu'elle a été présentée ultérieurement et récupérée par le régime soviétique est la suivante : « *la religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple* ».

19 Mir Djafar baghirov (1896-1956), premier secrétaire du parti de 1933 à 1953, originaire de Qouba, est un proche de Laurenti Béria (1899-1953) et un pur produit de la « *korenizatsia* » (ou « indigénisation ») et exécuteur zélé de l'épuration qui éliminera presque tous les cadres instruits de l'Azerbaïdjan.

20 Antoine Constant, *L'Azerbaïdjan*, Karthala, Paris, 2002

21 Arif Yunusov, *Islam in Azerbaijani*, Ibid

été dans les districts ruraux et surtout dans les régions à prédominance chiite plus enclines à résister à la propagande soviétique en raison de leur pratique de la *taqiya*. Ainsi, les pratiques des cérémonies de *Muharrem* ont perduré y compris avec la participation des jeunes gens, de même que celle de *Gurban Bayram* ou de l'anniversaire du prophète, le nombre des femmes mollahs a augmenté, les mariages religieux ont perduré avec des mollahs non enregistrés, ainsi que les mariages avant l'âge légal et les veillées funéraires. Les pratiques de circoncision ont continué y compris parmi les membres du PC et les athéistes, tout comme l'interdit alimentaire de consommation du porc. Et l'interdiction des pèlerinages à l'étranger a conduit à une augmentation des pèlerinages sur les lieux saints de substitution en Azerbaïdjan qui sont devenus centraux dans le développement d'un « islam parallèle » à l'islam officiel représenté par la Direction des Affaires Spirituelle, ainsi que l'a bien décrit Alexandre Bennigsen²². Mais cet « islam parallèle » présentait des caractéristiques un peu différentes en Azerbaïdjan en raison de la domination du chiisme et du rôle très marginal des *tarikats* soufies. Il s'agissait plutôt d'une privatisation de la religion dont la survie était assurée par les lieux saints plus ou moins informels, les *pirs*, 500 dans l'ensemble du pays et des *mollakhanas* au nombre de 1000.



*Pir Yeddi Gapi (Sept Portes)
dans la péninsule d'Apchéron (2006)*



*Portrait de Mir Movsum Agha
accroché dans un taxi bakinois (2006)*

La Perestroïka²³ de Gorbatchev, alors qu'il avançait que « l'intérêt pour la culture nationale ne doit pas dégénérer en tentatives pour se détourner des processus objectifs d'interactions et de rapprochement »²⁴, intervient dans le contexte du conflit résurgent du Haut-Karabakh à partir des premières manifestations revendicatives arméniennes en 1988 suivies de l'auto-proclamation de l'indépendance en décembre 1991 par les autorités arméniennes de la région qui mènent à une guerre ouverte au début de l'année 1992, quelques mois après que le Soviet Suprême d'Azerbaïdjan a voté l'indépendance du pays le 30 août 1991 et refusé d'intégrer l'organisation militaire de la CEI contrairement à l'Arménie. Le cessez-le-feu de 1994 permet aux forces arméniennes d'occuper jusqu'en 2021 entre 16 et 20 % du territoire azerbaïdjanais comprenant les districts entourant le Haut-Karabakh, et cause la fuite de 620 000 déplacés internes azéris en Azerbaïdjan. A la faveur des troubles politiques de cette période, Heydar Aliev, qui a fait sa carrière au KGB, ancien premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan, ancien membre du Politburo du PCUS²⁵, et maître du Nakhitchevan, est élu président de la

22 Bennigsen Alexandre, *Les musulmans oubliés, l'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1981.

23 La Perestroïka (ou "reconstruction") désigne les politiques de réformes économiques et sociales lancées par Mikhaïl Gorbatchev entre 1985 et 1991 en URSS.

24 Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka, vues neuves sur notre pays et le monde*, Flammarion, Paris, 1987, p 169.

25 Il en devient membre de plein droit en 1982 et il est le premier musulman à occuper un tel poste.

République le 3 septembre 1993, succédant à Aboulfaz Eltchibey du Front Populaire élu en juin 1992.

L'indépendance azerbaïdjanaise de 1991: les appartenances ethno-religieuses et les changements de pratiques islamiques

L'indépendance azerbaïdjanaise, loin de constituer une date charnière en terme de renouveau islamique, va agir comme un accélérateur de dynamiques bridées jusque là mais bel et bien à l'œuvre de façon clandestine avant la chute du bloc soviétique, la Révolution islamique iranienne et la guerre d'Afghanistan ayant déjà semé les graines du renouveau religieux dès 1979. Une restructuration du paysage religieux va s'effectuer sous l'influence de mouvements issus de l'étranger que va se réapproprier la population partiellement déislamisée et fortement sécularisée de l'Azerbaïdjan contemporain qui fonde aussi, à cette époque, de grands espoirs sur un rapprochement avec le monde occidental.

Les appartenances ethno-religieuses : quelques repères statistiques et géographiques²⁶

La population azerbaïdjanaise de 9,9 millions d'habitants comprend 97 % de musulmans dont 67 % de chiites et 31 % de sunnites. Il y aurait 1500 communautés religieuses selon le Comité d'État au Travail avec les Organisations Religieuses (CETOR)²⁷ dont seulement 909 seraient enregistrées et parmi elles 807 islamiques. Le pays comprend 2250 mosquées dont 132 dans la capitale, Bakou. Selon L'Institute for Peace and Democracy (IPD), 800 mosquées seulement seraient fréquentées par les croyants et 50 supplémentaires lors des grands événements religieux tandis que 1450 seraient actuellement fermées en l'absence de permis officiel.

Historiquement, la plupart des écoles théologiques et juridiques musulmanes ou *mazhab* sont présentes en Azerbaïdjan. La grande majorité des chiites appartiennent au principal courant lié au culte des Imams (ou Imamiyya) et sont appelés les *Imamites* qui suivent l'école *djafarite*. La majorité des sunnites adhèrent à l'école juridique *hanafite* tandis qu'une minorité adhère à l'école *chafiite*, ces deux écoles étant les plus libérales.

La majorité des chiites réside dans les régions du sud à proximité de l'Iran et de la Turquie ainsi qu'au centre du pays et dans la péninsule d'Apchéron où se trouve Bakou. La majorité des sunnites réside dans les régions du nord près de la Russie bien qu'un grand nombre vit dans la capitale et les régions centrales. En ce qui concerne les minorités ethniques, on peut dresser le tableau suivant : Les Talyschs (à la frontière iranienne) et les Tats sont majoritairement chiites *imamites* avec une minorité sunnite *chafiite*. Les Gitans ou Karachi sont chiites *imamites*. Les Lezghis et les Avars (à la frontière avec la Russie) sont sunnites *chafrites* ainsi que les Ahvakhs et les Budukhs, une partie du peuple Géorgien Ingiloy, les Kryzs, Khynalugs, Tsakhurs, et Khutuls. Les Kurdes comme les Tatars et les Meshkètes turcs sont sunnites *hanafites*.

Il faut noter la présence de musulmans qui ne suivent pas les traditions et ces courants communément acceptés et qui sont à part sur la carte religieuse, à savoir les *salafistes* ou *wahhabites* qui se basent sur l'école *hanbalite* bien qu'ils se considèrent eux même comme

²⁶ Les données statistiques concernant le paysage religieux actuel de l'Azerbaïdjan proviennent de l'article de l'Institute for Peace and Democracy (IPD) intitulé *Statistics on the Religious Situation in Azerbaijan* de Arif Yunusov et publié en 2019.

²⁷ Le Comité d'État au Travail avec les Organisations Religieuses (CETOR) est créé le 21 juin 2001 par le décret présidentiel n°512 de Heydar Aliev et dirigé au départ par Rafiq Aliev. Il est instauré sur la base du Conseil aux affaires religieuses du cabinet des ministres d'Azerbaïdjan et va peu à peu supplanter le Bureau des Musulmans du Caucase de Allahshükür Pashazade.

n'appartenant à aucun *mazhab*. Ce courant a fait beaucoup d'adeptes parmi les minorités Lezghis et Avars du nord du pays très connectées avec leurs familles au Daghestan. Les *tarikats* soufies qui ne représentent que quelques centaines de personnes sont proches de l'école chafite, telles que la *Naqshbandiyya* (au nord-ouest et au Nakhitchevan), la *Kadiriyya* (au nord-ouest), ainsi que la *Suleymaniyya* et la *Mavlaviyya* (principalement à Bakou). Enfin les *Nourdjous* et principalement les *fethulladjis* souvent appelé « communauté Gülen » sont plutôt présents à Bakou et dans plusieurs villes du pays et représentent environ 10 000 personnes dont beaucoup ont fui à l'étranger suite aux campagnes de persécutions des autorités depuis 2014.



Groupes ethno-linguistiques dans le sud-Caucase (Source : CIA)

On peut mentionner un certain nombre de minorités religieuses formant les 3% restant de la société azerbaïdjanaise et dont les statistiques sont soumises à controverse et dont on ne peut garantir l'exactitude. La communauté orthodoxe constitue le second groupe numérique en terme d'appartenance religieuse dans le pays, dépendante de l'Éparchie de Bakou depuis 2011 et comptant 70 000 paroissiens pratiquants environ pour 150 000 personnes orthodoxes de naissance. L'Église apostolique arménienne regroupe environ 138 000 personnes au Haut-Karabakh d'après le recensement des autorités arméniennes, tandis que plus de 180 personnes âgées ethniquement arméniennes dans la capitale répertoriées en 2009 n'étaient pas pratiquantes. Les Catholiques se regroupent autour de la Préfecture Apostolique, représentant plus de 500 personnes principalement dans la capitale dont 300 citoyens azerbaïdjanaïses principalement d'origine polonaise, ukrainienne, biélorusse et russe, et 200 étrangers ou la Nouvelle Église Apostolique regroupant environ 180 paroissiens. Il faut noter la présence des Molokhanes (2000 personnes dont 500 pratiquants) et des Doukhobores (30 personnes) regroupés sous l'appellation de « chrétiens spirituels » qui ont émergés au 17ème et 18ème siècle sur le territoire après s'être séparés de l'Église orthodoxe russe. La communauté *oudine* auparavant considérés comme membres de l'Église Apostolique arménienne avant la chute de l'URSS est désormais connue comme la « communauté chrétienne *oudine albanienne* » et regroupe environ 3800 adhérents. Le large spectre des courants protestants est représenté en Azerbaïdjan : les Luthériens présents depuis 1819 (environ 200 personnes) les Adventistes du 7ème Jour présents depuis la fin du 19ème siècle (entre 500 et 700 personnes), les Baptistes présents depuis le début du 20ème siècle (920 personnes selon les autorités et 3000 selon les leaders religieux), les Pentecôtistes apparus durant la période soviétique et partagés après la chute de l'URSS entre « chrétiens évangéliques » (1300 personnes) et « charismatiques » (1520 personnes), les Presbytériens (30 personnes), et trois Églises protestantes non affiliées supplémentaires (1500 personnes). Il faut y ajouter les Églises antitrinitaires des Témoins de Jéhovah (1400 personnes) et les Mormons (40 personnes). Les communautés juives présentes depuis le 7ème siècle se répartissent entre les Juifs des Montagnes (11 000 personnes principalement à Bakou et Qouba), les Ashkénazes (4300 personnes) et les Juifs géorgiens (700 personnes). Les *Bahais* nés au 19ème siècle d'une rupture avec le chiisme et regroupant des Azéris, des Tats et des Talyshs, représentent à peu près 1000 personnes. La communauté hindoue regroupe environ 50 personnes dont la moitié d'Azéris. Enfin la communauté athée représente environ 1 % de la population.

L'évolution des pratiques et des connaissances islamiques de la jeunesse azerbaïdjanaise

L'impact de la répression soviétique sur l'islam a produit une dé-islamisation de la population azerbaïdjanaise, particulièrement parmi les strates russophones et citadines de la société, notamment à Bakou. Le sentiment d'être musulman est resté malgré tout ancré en tant qu'appartenance culturelle, les pratiques se cantonnant aux rites funéraires et de mariage, aux visites aux lieux saints pour y effectuer ses vœux, à la circoncision, et à diverses fêtes telles que *Gurban Bayrami* ou le mois de *Muharrem*.

Ainsi les entretiens réalisés auprès de jeunes azerbaïdjanaïses en 2006²⁸, rendent compte de plusieurs tendances à l'œuvre en matière de pratiques religieuses et de transmission des connaissances islamiques. Les parcours des personnes interrogées témoignent de confusions répandues à propos du dogme religieux chez des personnes en situation d'autodétermination confessionnelle. Malgré un intérêt grandissant mais loin d'être unanime pour l'islam, on peut

²⁸ Les entretiens ont été réalisés lors d'un terrain ethnographique en janvier-février 2006 dans le cadre de la rédaction d'un mémoire de Master II : Transmission des pratiques et des connaissances islamiques en Azerbaïdjan et restructuration du paysage religieux, Morgan Caillet, sous la direction de Camille Tarot, UFR de Sociologie, Université de Caen, 2006.

constater à cette époque, une méconnaissance flagrante des piliers de l'islam parmi lesquels il est fréquent d'oublier de citer la *khalmeyi shahadet* ou le *hadj* tandis que certains ajoutent le *djihad* comme pilier de l'islam, ou *gurban bayrami* ou le mois de *Muharrem*. Beaucoup ne connaissent pas la différence entre chiisme et sunnisme, ou confondent ce qui relève de fêtes strictement islamiques à celles plus traditionnelles comme *Novruz*. Ils témoignent aussi de la pratique de leurs aînés lisant parfois le Coran sans en comprendre réellement les paroles. Les mosquées sont évoquées dans leur discours comme n'importe quel lieu saint de pèlerinage. La mise en avant de l'identité musulmane apparaît dans le discours souvent en lien avec des revendications nationalistes plus que religieuses. Si les connaissances et les pratiques ont sensiblement évoluées depuis cette époque, il n'en reste pas moins certaines dynamiques toujours à l'œuvre qu'il s'agit de présenter.

L'initiation islamique s'effectue, pour cette génération, en dehors du cercle familial, parfois lors d'études à l'étranger aussi bien lors d'études islamiques en Iran pour des personnes se présentant comme descendants de famille de *seyyid* par exemple, en Turquie ou dans les pays arabes qu'en Europe, par le biais d'internet, de la fréquentation de mosquées et de la lecture de livres étrangers qui ont fleuri à l'indépendance du pays, ou encore d'amis de retour de pèlerinage qui bénéficient d'une aura particulière. Les connaissances se transmettent souvent de façon horizontale au sein de la famille, entre frères et sœurs ou entre cousins, ou de façon verticale inversée des enfants vers les parents, les oncles et tantes. Il faut aussi mentionner chez certains jeunes chiites un engouement pour les questions religieuses leur provenant de leurs grands-parents et donc le saut d'une génération dans la transmission familiale verticale classique. Il est également possible de constater des conversions du chiisme vers le sunnisme ou de façon plus marginale vers le christianisme protestant, notamment vers des courants anglo-saxons très prosélytes. Les conversions vers le sunnisme sont plutôt le fait de nouveaux adeptes du courant radical salafiste, attirant également des femmes qui ont commencé à porter le voile, et qui propose un dépassement de l'opposition sunnite/chiite par la pratique du « vrai islam ». L'ensemble des interlocuteurs paraît en effet très attaché à une non division de l'islam entre chiisme et sunnisme, souvent en niant les différences dans des contextes d'interaction avec un public pluriconfessionnel, ce qui s'explique par la longue histoire d'affrontement dans le pays entre ces deux branches de l'islam, et la propagande du Bureau des Musulmans du Caucase (BMC) dirigé par le *sheikh ul-islam* Allahshükür Pashazade. La crise des caricatures, contexte prégnant de la réalisation de ces entretiens, a aussi permis de constater son potentiel d'union des deux branches de l'islam contre un ennemi commun. Mais des critiques et des disqualifications de leurs coreligionnaires pointent uniquement en privé, à l'exception de personnes issues de familles pluriconfessionnelles, phénomène nouveau et croissant d'intolérance religieuse corrélée à l'augmentation des savoirs islamiques provenant des centres religieux étrangers.

Le discours de la jeune génération (18-30 ans) des années 2000 porte également sur la modernité du message coranique et il est marqué par la remise en cause de la pratique des anciens et notamment les pèlerinages aux lieux saints ou *pirs*, perçus comme des pratiques superstitieuses, ce qui marque une rupture nette avec la période soviétique. Ainsi, une grande partie des interlocuteurs, principalement sunnites, promeuvent le retour au Coran et à la mosquée et l'abandon de la fréquentation de lieux qui apparaissent comme favorisant une médiation entre les hommes et Dieu, ce qu'ils conçoivent comme une pratique chiite « archaïque ». Les historiens et théologiens interrogés restent partagés sur la question de l'origine païenne de ces pratiques et sur les caractéristiques anthropologiques de leur caractère sacré et rendent compte d'un accroissement de la fréquentation de ces lieux de l'islam populaire du fait de l'impossibilité d'effectuer le *hadj* ou les pèlerinages dans les places saintes du chiisme à Meshad ou Kerbala. Le dialogue intergénérationnel prend la forme d'un

dialogue sur la religion pour des personnes post-adolescentes en plein questionnement identitaire. Mais ce dialogue révèle aussi et tout autant un passage à la postmodernité, après la chute du communisme, un des deux pans de la modernité du 20ème siècle, marqué par le matérialisme dialectique et l'athéisme scientifique, et la recherche d'un nouvel imaginaire social-historique. Les interlocuteurs insistent ainsi sur le caractère « scientifique » du Coran et la compatibilité entre les *sourates* et plusieurs découvertes scientifiques ultérieures, ou établissent un lien entre le message de Lénine et celui d'Allah, illustrant le passage du culte du chef de l'État au culte d'Allah.

Cette quête de sens et de nouveaux modèles identificatoires compatibles avec une modernité post-communiste se reflète dans la diversité des courants religieux qui présentent pour un certain nombre d'entre eux et à des degrés divers un caractère réformateur pleinement ancré dans la modernité.

La vitalité religieuse post-soviétique et la restructuration du paysage religieux

L'ouverture des frontières, la reprise des communications et les nouvelles facilités de circulation avec les pays musulmans voisins créent un grand appel d'air et un vent de liberté religieuse à l'indépendance du pays qui va permettre le développement d'un grand nombre de courants islamiques étrangers politisés ou non et qui vont s'engouffrer dans cette brèche, qu'ils soient chiites ou sunnites. Ceux-ci vont considérablement influencer une population en situation d'autodétermination religieuse, en recherche de repères culturels, et fortement attachée à sa vie quotidienne séculière forgée progressivement depuis le début du 19ème siècle. L'opposition d'acteurs se disputant le sens des pratiques et du message coranique va permettre une reconstruction d'un islam spécifique en germe qui veut aussi se réapproprier les idéaux modernes déçus par la chute du communisme.

Les courants chiites

Les courants chiites qui renaissent au début des années 1990 peuvent être distingués entre les courants politisés pro-iraniens, qui vont rapidement attirer la méfiance des autorités séculières de l'Azerbaïdjan indépendants, et les courants chiites indépendants.

les courants chiites pro-iraniens

L'indépendance azerbaïdjanaise a eu pour conséquence l'apparition sur la scène politique d'un certain nombre d'organisations politico-religieuses proches de l'Iran voisin et portées à la fois par une volonté de renouer avec les origines culturelles non nationales perses du peuple d'Azerbaïdjan, et par une lutte contre les inégalités socio-économiques structurelles causées par le jeu politicien clanique du pays.

Le Parti Islamique d'Azerbaïdjan :

Fondé le 2 septembre 1991 par Hadji Alikram Aliev, le Parti Islamique d'Azerbaïdjan (PIA) est basé idéologiquement sur le Coran et les paroles du prophète Mahomet qu'il met en avant dans le cadre de la construction d'un Azerbaïdjan indépendant. Il s'appuie sur une base populaire très forte autour de Nördaran dans la péninsule d'Apchéron aux environs de Bakou, qui possède un des *pirs* les plus respectés par les chiites d'Azerbaïdjan et qui, dans les années 1980, après la Révolution islamique iranienne en 1979, a vu l'apparition d'une organisation semi-secrète, « les Disciples de Khomeiny ». Ce parti, qui s'est livré d'abord à une forme de propagande anti-turque et antisémite puis anti-arménienne s'oppose fortement au parti du Front Populaire d'Azerbaïdjan²⁹ ou au parti Moussavat ainsi que, depuis le milieu des années 1990, aux autorités elles-mêmes ainsi qu'au clergé musulman officiel. Il devient un parti mis à l'écart de toutes les forces politiques du pays suite à l'échec de sa tentative de rapprochement avec le Moussavat, ne conservant un soutien qu'à Nördaran et dans certaines localités du sud frontalières de l'Iran, ou du nord-est, dans un contexte de promotion de la théocratie par l'Ayatollah Khomeiny, marquée par l'idéologie du « *pouvoir du faqih* » et du « gouvernement islamique ». Suite au départ de son fondateur pour raison de santé en 2004 et de dissensions internes naîtra à côté de ce parti, le parti Fazilat (Vertu en arabe) l'année suivante autour de Haji Gunduz Hajiyev.

²⁹ Le Front Populaire d'Azerbaïdjan est un parti créé en 1992 par Aboufaz Eltchibey qui a dirigé le pays durant quelques mois avant l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliev dans le contexte troublé de la guerre du Karabakh. Il s'est scindé en deux factions et dispose d'un organe de presse, Azadliq (« Liberté »).

La branche azerbaïdjanaise du Hezbollah :

Cette branche établie à Bakou en 1993 et dirigée par Tariyel Ramazanov jusqu'en 2000, comprenait quelques dizaines de personnes qui ont ensuite dirigé leurs activités clandestines principalement dans le sud du pays dans les régions frontalières de l'Iran près de Länkoran. Il a été largement démantelé par le Ministère de la Sécurité Nationale sans disparaître complètement.

Les organisations religieuses du Sud de l'Azerbaïdjan :

A la fin des années 1990, les régions montagneuses de Yardimli et Lerik au sud de l'Azerbaïdjan deviennent une base de propagande iranienne radicale qui regroupe plusieurs sociétés religieuses telle que « Les Imamites » qui opèrent de façon clandestine après 2001 où ils instaurent leur quartier général en Iran, « les disciples de Zeynab », organisation féminine, ainsi qu'une douzaine de groupes religieux non officiels comme l'organisation « Darvish » liée au Hezbollah ou « les disciples d'Husseyne ». Cette période a vu la fréquentation de la région par de nombreuses figures religieuses et la création de plusieurs *madrassas*.

Les organisations iraniennes en Azerbaïdjan :

On peut citer le Comité « *Imdad Imam Khomeyni* » (« Salut de l'Imam Khomeiny ») installé à Bakou en 1993 et représenté dans dix-neuf régions azerbaïdjanaises, versé dans l'action humanitaire et la construction de logements à destination des réfugiés et personnes déplacés internes du Haut-Karabakh autant que dans la diffusion de littérature religieuse chiite clandestine en langue azérie et très critique vis à vis du sunnisme, les organisations religieuses basées en Iran comme l'Assemblée mondiale « *Ahl-i Beyt* » (« Famille du Prophète » dans le Coran) basée à Téhéran et qui diffuse de la propagande chiite en Azerbaïdjan depuis 1995, ou le plus officiel « Centre Culturel Iranien » envoyant des étudiants dans les institutions religieuses iraniennes qui coordonnaient toutes leurs actions avec la plupart des organisations religieuses chiites azerbaïdjanaises pro-iraniennes.

Les courants indépendants du chiisme et la promotion de la liberté religieuse

Les structures indépendantes du chiisme en Azerbaïdjan se retrouvent dans une critique unanime du Bureau des Musulmans du Caucase (BMC)³⁰ et n'entretiennent pas de liens politiques directs avec le régime iranien. Pour autant, il est important de distinguer les acteurs impliqués dans les droits humains et la liberté religieuse de ceux qui participent de la « renaissance chiite » en cherchant à réhabiliter la hiérarchie spirituelle légitime dans l'ensemble du monde chiite.

La communauté de la Mosquée Djouma et le DEVAMM :

Dans la seconde moitié des années 1990, on assiste à l'apparition de nouvelles autorités religieuses, souvent jeunes, éduquées à l'étranger dans des centres islamiques de haut niveau. C'est le cas de Hadji Ilgar Ibrahimoglu, né en 1973, qui a défendu une thèse sur l'islam et la philosophie orientale au département théologique de l'Université de Téhéran avant de devenir imam de la mosquée Djouma de la vieille ville de Bakou en 1992 et de jouir d'une popularité nationale avec plus de 3000 croyants présents à ses sermons du vendredi à la mosquée. La

³⁰ Le Bureau des Musulmans du Caucase (BMC) est une institution héritée du règne de Catherine II au 19ème siècle, la Direction spirituelle des Musulmans du Caucase, et qui a perduré jusqu'à maintenant sous des formes et des appellations différentes, visant à contrôler politiquement le clergé et imposer la politique islamique de la région.

communauté de cette mosquée, représentée par de nombreux membres de la société religieuse « *Islam Ittihad* » (« Union islamique »), établie en 1991 par Azer Ramizoglu, promeut une réforme de l'islam et tourne ses regards, du moins à ses débuts, plus vers l'Occident que vers le monde arabe.

Si cette communauté se cantonne à des activités uniquement religieuses jusqu'en 1998, elle commence ensuite à se lancer dans des campagnes anti-alcool et anti-drogue, à promouvoir les transfusions sanguines durant la période d'*Ashoura* à la place du *shahsey-vahsey*, à soutenir les orphelins et elle crée même un centre de résolution des litiges ou « Maison de Sagesse » ainsi qu'elle lance un programme de « Dialogue des civilisations ». En 2000, elle crée le Centre de Défense de la Liberté de Conscience et de Religion (DEVAMM³¹), une association de défense des Droits de l'Homme et première organisation de plaidoyer religieux en Azerbaïdjan, dont le responsable est Hadji Azer Ramizoglu, et Hadji Ilgar Ibrahimoglu son coordinateur principal. La communauté se lance dans la défense du droit des femmes à porter le voile à l'école et sur les photos d'identité. Ses activités de défense des Droits de l'Homme et son investissement sur internet l'amène à devenir la figure religieuse la plus reconnue du pays où il est considéré comme un modéré utilisant les valeurs européennes pour parvenir à ses fins.

La communauté de la mosquée Meshadi Dadash :

Hadji Shahin Hasanli, né en 1974, à la tête de la communauté de la mosquée Meshadi Dadash depuis le début des années 1990, en devient l'imam en 2001. Bien que n'ayant reçu aucune éducation religieuse, il a été néanmoins étudiant à Qazvin en Iran et cette mosquée rassemble entre 800 et 3000 croyants à la prière du vendredi. L'ONG « Monde spirituel » de la communauté, enregistrée en 2007 a pour objectif de promouvoir la pureté morale, de protéger les droits religieux (port du voile à l'école) et de publier le journal « Salam ».

Les représentants du Marja i' taqlid en Azerbaïdjan :

Dans les années 1990, parmi les milliers de jeunes gens partis étudier dans les centres religieux chiites en Iran et dans d'autres pays musulmans, certains sont restés pour recevoir des connaissances approfondies dans les Universités théologiques chiites ou *khouzeyye ilmiyya* où sont formées les disciples du *marja i'taklid* qu'on appelle les *mujtahids*.

Aussi, si les deux précédents imams ne représentent aucune menace pour le *sheikh ul-islam* Allashükür Pashazade du BMC, en raison du fait qu'ils ne disposent d'aucun haut statut religieux selon le dogme chiite, ce n'est pas le cas d'un nombre réduit de *Hujjat ul-islam wa-l-muslimin* qui participent de la renaissance chiite dans le pays et particulièrement de sa hiérarchie spirituelle suprême. On peut en mentionner cinq dont le plus populaire dans la capitale et la péninsule d'Apchéron est Zulfugar Mikhaïlzade, formé à Qôm, et qui a fait l'objet de demandes exponentielles de prêches qu'il délivrait également sur internet. On peut également citer Ilham Aliev dans la péninsule d'Apchéron, Azer Jabiyev à Gandja, Faramiz Abbasov à Masalli et dans les régions du sud. Il faut également mentionner Javid Mammassov ou Sheikh Javid, formé en Syrie auprès du Grand Ayatollah Seyid Sadiq Shirazi critiquant ouvertement la doctrine de Khomeiny et le régime iranien dont il a subi les persécutions, et revenu à Bakou en 2009 en tant que représentant personnel et dûment autorisé de ce dernier. Proche de la mosquée Sahibazzaman à Bakou, il s'est engagé dans une critique animée des idées salafistes via internet.

Ces différentes personnalités présentent la particularité d'avoir, au regard du monde chiite, un titre plus important que le Sheikh ul-islam à la tête du BMC et de défier de façon croissante

³¹ Le sigle DEVAMM correspond à son appellation en langue azérie: Dini etiqad va vidjdan azadliqlarinin mudafia markazi.

son autorité, comme en novembre 2011 lorsque Allahshükür Pashazade a émis une *fatwa* contre les marches traditionnelles lors des cérémonies d'*Ashoura* accompagnées de cris et d'auto-flagellation et que le *Hujjat ul-islam* Ilham Aliev lui a répondu que seuls les représentants du *marja i'taqid* étaient autorisés à délivrer des *fatwas*.

Le Mouvement de l'Unité des Musulmans (MUM) :

Ce mouvement, quoiqu'apparu après les années 2000, représente un des derniers soubresauts en date du renouveau islamique azerbaïdjanais. Il réunit des croyants chiites autour du théologien Tale Bagirzade, rentré en Azerbaïdjan en 2011 après une éducation théologique en Iran et en Irak. Ses partisans créent le Mouvement de l'Unité des Musulmans (MUM) le 13 janvier 2015 alors qu'il est emprisonné. Le 30 juillet 2015, il qualifie la République de « grande prison ». S'investissant dans la lutte pour la libération des activistes, des croyants et des sécularistes emprisonnés, il ne souhaite pas la loi chariatique mais la fin de l'oppression comme l'adaptation des croyants au monde moderne, à qui il demande de joindre leurs efforts avec les autres groupes sociaux et notamment les séculiers. Il réclame ainsi des élections justes et équitables tout en affirmant que les groupes terroristes se réclamant de l'islam sont des « ennemis de l'islam » et en appelant à des formes pacifiques de contestation. Le centre de gravité de ce mouvement se situe lui aussi à Nördaran.

Les courants sunnites

Les courants religieux sunnites qui se développent à l'indépendance de l'Azerbaïdjan peuvent être distinguées entre les courants pro-turcs empreints d'une forte dimension soufie et les courants salafistes importés des pays arabes du Golfe.

Les courants pro-turcs et les fethullacis

Le succès des influences islamiques turques s'explique par des intérêts convergents de politique régionales autour de l'axe Turquie-Géorgie-Azerbaïdjan, le conflit du Karabakh contre les Arméniens et la construction d'un ennemi commun, ainsi que pour des raisons linguistiques et ethniques ou pour l'opportunité d'ouverture sur l'Occident qu'offre la Turquie³². Elle s'explique aussi par un refus de la société azerbaïdjanaise fortement sécularisée d'un rapprochement avec l'Iran qui soutient par ailleurs les Arméniens par peur d'un irrédentisme azerbaïdjanais sur les régions azéries du nord-iranien, et en raison d'un conflit géopolitique persistant concernant le statut de la mer Caspienne déterminant la manne financière pétrolière des deux pays.

Les représentants officiels de la Turquie :

La coopération de l'État azerbaïdjanais avec la Direction des Affaires religieuses de Turquie ou *Diyanet* a conduit à la construction de vingt-quatre mosquées et comprend également la formation du clergé et le financement de la scolarité dans les lycées et universités islamiques de Turquie. En 1992, la Faculté islamique turque renommée plus tard Faculté de Théologie, est mise en place à l'Université d'État de Bakou.

Les Tarikats :

Les confréries soufies ou *tarikats* participent de la diffusion du modèle islamique turc par des canaux non officiels. Les premiers à apparaître en Azerbaïdjan post-soviétique sont les

³² Bayram Balci, Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures, Les Études du CERI – Sciences Po, n°138, octobre 2007

prédicateurs de la Naqshbandiyya, dont la *silsila* traditionnelle en Azerbaïdjan, qui avait survécu aux répressions soviétiques dans le nord-ouest du pays, avait pris fin à la mort du Sheikh Nasukh Efendi en 1996. Cette confrérie se réinstalle en Azerbaïdjan à la faveur de l'indépendance à partir du Daghestan où elle est très répandue et de la Turquie où elle est dirigée par Sheikh Mehmed Zahid Kotku (1897-1980) dont les ancêtres venaient de Sheki en Azerbaïdjan. Elle réunit beaucoup de personnalités politiques en Turquie dont l'ancien président Turgut Özal, l'ancien premier ministre Necmettin Erbakan et l'ancien président Abdullah Gül. On peut mentionner plusieurs groupes : celui du Sheikh turc Osman Nouri Topbach à Sheki et dans le Shirvan, celui du Sheikh turc Mahmoud Ousta Osmanoglu dans la région de Qazakh et Agstafa, celui du Sheikh daghestanais Saïd Efendi al-Chirkaoui décédé en 2012, dans le nord-ouest du pays (Zaqatala, Qakh, Balakan) et populaire auprès de l'ethnie Avar, celui du Sheikh daghestanais Sirayoudine al-Khouriki décédé en 2011 dans la région de Qouba-Khachmaz et populaire auprès de l'ethnie Tabarassan, ou celui du Sheikh Nazim al-Khakkani al-Kibrisi, de Chypre nord, à Bakou auquel a succédé son fils en 2011. Cette confrérie est très populaire au sein des minorités ethniques du nord du pays qui ont des liens forts avec leurs familles au Daghestan et en Tchétchénie et qui perçoivent l'action des autorités en matière religieuse comme des persécutions ethniques.

Dans la première moitié des années 1990, apparaissent aussi la *Qadiriyya* et la *Mawlawiyya*, dont les activités sont moins connues, et ce, à partir de la Turquie par le biais de sociétés d'étudiants turcs comme la « Société des Étudiants Musulmans d'Azerbaïdjan » fondée en 1993 et dont les activités ont perduré malgré leur interdiction par le Ministère de la Justice en 1997 après le départ de ces étudiants. On peut également mentionner la *Suleymaniyya*, apparue en 2000 autour de la mosquée *Suleymanji* à Bakou avant de se déployer en région et qui jouit d'une grande popularité, réunit des douzaines de milliers de disciples et finance des cours coraniques pour les enfants des familles pauvres tout en critiquant l'éducation religieuse de l'État. Leur mosquée a été fermée en 2009.

Les Fethulladjis : une version soufie compatible avec les schèmes de pensée capitalistes :

Inspiré du mouvement de Saït Nursi et perçu longtemps comme le symbole de l'islam turc en Azerbaïdjan, ce mouvement néo-confrérique nourdjou désignant les disciples du mouvement créé par Fethullah Gülen, s'implante dans le pays à partir de 1992 et l'arrivée au pouvoir de Abulfaz Eltchibey qui leur permet de publier le journal « *Zaman* », de diffuser leur chaîne TV privée « *Samanyolu* » et de mettre en place un certain nombre d'entreprises et d'entités commerciales (*Istigbal*, *Romanson*, *Ulker*...) et dont les bénéfices sont reversés dans les activités de propagande. Ces dernières sont pérennisées à l'arrivée au pouvoir d'Aliiev en 1993 qui autorise les premières ouvertures d'internats et d'écoles dans le pays. Leur présence est symbolisée par un grand réseau de librairies et de papeterie de la compagnie *Nil* ou d'institutions éducatives comme l'Université Caucase ou divers lycées privés turcs aussi bien dans la capitale que dans les villes de province et qui sont financés par les compagnies *Chag Ogretim* ou *Feza*³³.

Le mouvement güleniste promeut à la fois le nationalisme turc, l'économie de marché et les idées démocratiques tout en essayant de combiner modernité et Islam en refusant d'accorder à la religion le statut de modèle étatique comme en Iran et dans les pays arabes. Comme l'explique Bayram Balci³⁴, les structures éducatives du mouvement ne sont aucunement des

33 Bayram Balci, Entre islam et laïcité : la politique religieuse de la Turquie dans les républiques turques d'Asie centrale et du Caucase, in Religion et politique dans le Caucase post-soviétique, sous la dir de Balci Bayram et Motika Raoul, IFEA, Ed Maisonneuve et Larose, 2007, 365p.

34 Balci Bayram, Entre islam et laïcité : la politique religieuse de la Turquie dans les républiques turques d'Asie centrale et du Caucase, Ibid

madrassas dans lesquelles on enseignerait le Coran et la philosophie de Saït Nursi ou de Fethullah Gülen mais des écoles ordinaires avec un investissement humain et matériel conséquent pour assurer la réussite universitaire et professionnelle des étudiants et dans lesquelles un accent mis sur les filières scientifiques et l'enseignement en langue anglaise. La diffusion des idées gülenistes passe par l'exemplarité du corps enseignant (ou *temsil*) dont l'attitude quotidienne a une grande influence en terme de respect de la hiérarchie, de présentation, d'hygiène, de courtoisie et de sobriété. L'instruction religieuse ne se fait qu'en dehors de l'école dans le cadre de réunions privées donnant lieu à la lecture de la *Risale i-Nur* et uniquement auprès de certains étudiants identifiés souvent au sein d'*ishik evler*, appartements collectifs mis à leur disposition dans le cadre de leurs études, ou de *yurds* dans lesquels sont dispensés des cours de religion auprès d'étudiants promus ensuite au rang d'*agabeys* recrutant à leur tour de nouveaux disciples. Selon Bayram Balci, « *les missionnaires de Fethullah Gülen ont réussi ce qu'ils ont raté en Asie Centrale, à savoir la formation sur place de représentants locaux du mouvement* »³⁵. A côté des *fethulladjis* versés dans les structures éducatives et les milieux d'affaires, le mouvement nourdjous plus traditionnel conduit par Mustafa Sungur, décédé en 2012, est aussi présent dans le pays et se focalise plutôt sur l'organisation de cercles privés de lecture et d'étude de la philosophie de Saït Nursi et l'envoi de disciples en Turquie pour la poursuite de leurs études.

Le salafisme des segments déclassés de la société divisé entre quiétistes et djihadistes

Le courant salafiste ou wahhabite pour leurs détracteurs, apparaît en Azerbaïdjan à la fin des années 1970 et au début des années 1980, à la faveur de la Révolution iranienne et de la guerre d'Afghanistan qui ont marqué la « renaissance islamique »³⁶ et répandue entre autre l'idéologie de Al-Wahhab dans le nord-Caucase, en Tchétchénie et au Daghestan d'abord, où elle a bénéficié d'une grande popularité avant de se faire connaître en Azerbaïdjan, principalement au sein des ethnies sunnites du nord du pays, chez les Lezghis, Avars et Tshakurs. La diffusion des idées pan-turquistes du début des années 1990 a mis un terme à l'espoir d'une solidarité islamique dans le combat au Karabakh³⁷. La propagation initiale du salafisme dans le pays est l'œuvre de Abu Oumar Salim Al-Gazzi³⁸ qui a recruté de nombreux disciples pour aller étudier à l'Université islamique de Médine et promu l'ouverture de nombreuses *madrassas* et d'une douzaine de mosquées salafistes y compris à Bakou, dont la mosquée Ashur datant du 12ème siècle et attribué au centre national lezghi « *Samur* » dont il devient imam en 1993. Elle est aussi le fruit des échanges avec les étudiants arabes et le prosélytisme d'organisations arabes diverses.

Au milieu des années 1990, le courant salafiste ne pose encore aucun problème aux autorités et d'autres organisations internationales et fonds de charité affluent en Azerbaïdjan du fait de la guerre en Tchétchénie de 1994 qui voit le pays devenir à la fois une zone de transit pour les armes et l'aide humanitaire et une zone d'accueil des premiers réfugiés tchéchènes en 1996 dont certains disséminent l'idéologie salafiste, autour d'une mosquée construite dans le

35 Balci Bayram, *Entre islam et laïcité : la politique religieuse de la Turquie dans les républiques turques d'Asie centrale et du Caucase*, Ibid, p89.

36 “*As-sahva al-islamiyya*” en arabe.

37 Un groupe de combattant tchéchène mené par Shamil Bassaev arrive en Azerbaïdjan en 1992 avant de vite repartir déçus de la faible religiosité des Azerbaïdjanais.

38 Abu Oumar Salim al-Gazzi, né en 1965 à Gaza en Palestine, effectue ses études en URSS à l'Université de Bakou où il propage l'idéologie salafiste auprès d'étudiants arabes résidents dans des foyers d'étudiants. Maîtrisant la langue russe, il voyage dans tout le pays et publie le premier livre salafiste en russe, azéri et lezghi ainsi que le Coran en langue russe complété en 2002 par son disciple Elmar Quliyev. L'organisation de camp d'été avec des conférenciers des pays arabes, l'utilisation de matériels vidéos et audios ainsi que de tests psychologiques lui ont assuré une grande popularité.

quartier Narimanov de Bakou grâce à des fonds koweïtiens³⁹ et du milliardaire Muhammad ibn Budeyyah, mobilisés par Al-Gazzi : la mosquée Abou Bakr qui devient vite le centre salafiste d'Azerbaïdjan et regroupe plus de 3000 croyants pour le *namaz* en comptant ceux effectuant le rituel dans les rues adjacentes et jusqu'à 8000 croyants le vendredi et 12000 lors des fêtes religieuses, ce qui représente un record historique pour le pays⁴⁰, provoquant l'inquiétude des autorités et forçant Al-Gazzi à fuir aux Émirats Arabes Unis en 1998 remplacé par Gamet Suleymanov⁴¹. Ce mouvement obtient d'abord un franc succès auprès des habitants russophones de Bakou, élites déclassées et stigmatisées suite à la chute du bloc soviétique, attiré par un mouvement élitiste souhaitant dépasser l'opposition entre sunnites et chiïtes et déplacer l'intérêt populaire pour le turquisme vers l'islamisme⁴². Cette population ainsi que les minorités ethniques du nord du pays forment le cœur de ce mouvement totalement déraciné de la tradition musulmane du pays et qu'on peut qualifier de « *religion sans culture* »⁴³ et dont on peut relever, en cela, le caractère typiquement post-moderne.

Avec le déclenchement de la seconde guerre de Tchétchénie en 1999 et l'augmentation des combattants azerbaïdjanais salafistes, le mouvement se scinde en deux tendances: une purement religieuse et quietiste et une politico-militaire qui se répartit le pays en zone d'influence⁴⁴. On peut observer alors des croyants convertis élevés dans des familles chiïtes, des librairies spécialisées commençant à vendre des livres en langue azérie et le fonctionnement d'une centaine de mosquée non contrôlées par l'État. Au début des années 2000, le contexte de répression contre le port de la barbe et de pantalons courts, l'utilisation croissante du réseau internet ainsi que le contexte de confrontation avec l'Occident suite aux événements du 11 septembre⁴⁵, ont conduit à l'apparition de croyants plus radicaux s'investissant dans les opérations militaires au Caucase nord comme au Moyen-Orient, à la croissance des discussions autour du *jihad* et des relations avec les autorités qui vont aboutir à une scission de la mouvance salafiste. Celle-ci oppose la ligne de Gamet Suleymanov regroupant la grande majorité des croyants (40 à 50 000 personnes), refusant le *jihad* armé et appelant à l'obéissance au souverain, taxé en cela de « *madkhalisme* » par ses opposants très minoritaires (6 à 7000 personnes), divisés en *jamaat* subordonnées à leurs *émirs*, jugeant le *jihad* armé obligatoire et souhaitant l'instauration d'un État islamique régi par la *charia*, et cessant de fréquenter la mosquée Abou Bakr, taxés, eux, en retour de « *takfirisme* » puis de « *kharidjisme* ». Cette tendance radicale est, elle-même, divisée en deux groupes : la communauté du *jihad* et la communauté du *takfir*. La fermeture de la mosquée de Soumgait en 2004 regroupant la communauté du *jihad*, et leur subséquente entrée en clandestinité, dont ils tiennent pour responsable Suleymanov, ont encore aggravé la querelle entre eux⁴⁶ et mèneront à un attentat contre la mosquée Abou Bakr en juillet 2008⁴⁷ et la fermeture subséquente de cette dernière toujours fermée à ce jour.

39 "Jami at Ihya at-Turath al-Islami" ou "Société de la Renaissance de l'Héritage Islamique"

40 Yunusov Arif, The islamic factor in Azerbaijan, Ibid, p 77.

41 Gamet Suleymanov, né en 1970, effectue ses études à l'Université de Khartoum au Soudan, et devient le premier Azerbaïdjanais à être diplômé de l'Université islamique de Médine en Arabie Saoudite en 1998 avant de devenir imam de la mosquée Abou Bakr, centre salafiste de l'Azerbaïdjan.

42 Altaï Geyushov et Kanan Rovshanoglu, A brief history of salafism in Azerbaijan, Bakou Research Institute, 2018

43 Olivier Roy, La sainte ignorance, Le Seuil, 2012, 384p.

44 Selon Arif Yunusov, Abou Muslim conduit les salafistes du nord-est (Qouba, Khachmaz et Goussar); Motassim ceux du centre du pays (de Gandja à la frontière géorgienne); Al-Talib au Nakhitchévan; et Nasreddin à Bakou et dans la péninsule d'Apchéron.

45 Altaï Geyushov et Kanan Rovshanoglu, A brief history of salafism in Azerbaijan, Ibid

46 Les menaces des « kharidjites » de l'année 2006 ont été suivies d'actions violentes soutenues par leurs alliés du Daghestan, l'organisation des « Frères de la Forêt » et de leur leader Ilgar Mollachiyev : en 2007 ceux-ci traversent la frontière, après l'arrestation de dix-sept de leurs membres durant l'été, pour lancer des actions terroristes contre les ambassades américaine, israélienne et anglaise, avec l'aide d'un lieutenant de l'armée azerbaïdjanaise, Kamrad Assadov, et de son arsenal, ce qui se solde par un échec et par l'arrestation de vingt personnes tandis que la tentative d'assassinat contre Suleymanov échoue aussi en mai 2008.

Entre recherche du « vrai Islam » et modernité

De la Perestroïka de Gorbatchev à la succession de Heidar Aliev, l'Azerbaïdjan a ainsi connu une période de grand renouveau religieux caractérisé par une grande diversité des courants islamiques étrangers offerts à une population en situation d'autodétermination confessionnelle et partiellement dé-islamisée, qui avait peu de connaissances religieuses et qui avait développé un islam qualifié selon les chercheurs et les interlocuteurs de « parallèle », de « populaire », de « privatisé » ou de « religion des *pirs* »⁴⁸. Fortement attachée à la sécularisation de l'État depuis le 19^{ème} siècle qui a vu se construire la nation azerbaïdjanaise, cette nouvelle liberté a permis en quelque sorte de « rétablir la balance » après 70 ans passés au sein du bloc soviétique. Cette riche période d'épanouissement religieux et de redécouverte du patrimoine culturel, marquée par une lutte de l'État naissante contre des tendances islamistes marginales sous le régime de Aliev père, lutte qui a néanmoins commencé à présenter les caractéristiques d'une instrumentalisation à des fins d'instauration d'une transmission clanique et familiale du pouvoir avant son décès en 2003, a permis d'observer avec optimisme une vitalité réformatrice et modernisatrice de l'islam national. A côté d'une tendance salafiste largement dominée par une pratique quiétiste loyale à l'État et correspondant à un vif désir de renouer avec les racines arabes de l'islam, des courants indépendants du chiisme opposés au régime iranien s'investissaient dans la défense de la liberté religieuse et le dialogue interreligieux en lien avec les ambassades et ONG occidentales, et la « civilisation » de pratiques anciennes de l'*Ashoura* tandis que le courant *nourdjou* turc s'appuyait sur le mode de l'exemplarité de son corps professoral et sur un puissant réseau d'affaires international pour proposer un islam compatible avec les schèmes de pensée capitaliste déferlant sur le monde après la chute du bloc soviétique. La population cultivait en toute liberté un islam populaire autour des pèlerinages aux nombreux *pirs* du pays dont un grand nombre d'origine pré-islamiques, pratique qui semblait devoir néanmoins se désencastrer progressivement du champ religieux sous l'influence des précédents mouvements. Une classe de *marjat-at-taqlid* non uniquement formé en Iran émergeait dans le pays et pouvait potentiellement amener à une hiérarchie du clergé chiite plus légitime que celle du BMC, vieille institution héritée du règne de Catherine II et totalement décrédibilisée par les croyants et critiquée pour ses pratiques de corruption. Une forme de « protestantisme musulman » à l'image de celui appelé de ses vœux par Mirza Fathali Akhundov, se faisait même jour, sans menacer le moins du monde le pouvoir en place, porté par des intellectuels musulmans à l'image de Nariman Qasimoglu qui déclarait que « *la foi en Allah est suffisante* », qu'il « *ne doit y avoir aucune médiation entre le croyant et Dieu, c'est à dire ni mosquée ni leaders religieux* », que sa religion « *n'est ni le sunnisme, ni le chiisme, ni le wahhabisme mais l'Islam coranique* » et qui reconnaît être une sorte de protestant de l'islam et continuer à défendre un islam moderne en phase avec son époque⁴⁹.

La transmission familiale de pouvoir en 2003 soutenue par les occidentaux, et la disparition subséquente des forces politiques séculières occidentalisées dès 2006, dans le contexte post-11 septembre de guerre en Afghanistan et en Irak, alors que s'enlisaient les négociations avec l'Arménie au sujet du Karabakh occupé et que la population ne voyaient toujours pas les retombées de l'enrichissement du pays grâce à la rente pétrolière, a constitué une date charnière de la période post-soviétique de l'Azerbaïdjan en ce qui concerne la situation religieuse.

47 Faisant deux morts et onze blessés dont Suleymanov lui-même, cet attentat cause la mort de Mollachiyev en septembre au Daghestan dans la traque engagée contre son groupe par l'Etat avec le soutien des services de sécurité russes et des arrestations de masse conduiront à des condamnations diverses en octobre 2009.

48 Entretien avec Nariman Qasimoglu en date du 23/09/2021. Nariman Qasimoglu est un universitaire orientaliste azerbaïdjanais et traducteur du Coran en langue azéri. Il a été autrefois porte-parole du Front Populaire d'Azerbaïdjan et directeur du Centre pour la Religion et la Démocratie.

49 Entretien avec Nariman Qasimoglu en 2006 et en date du 23/09/2021.

La sécularisation azerbaïdjanaise sous le régime « néo-monarchique » de la famille Aliev

La structuration institutionnelle étatique de l'islam et l'évolution de la « Loi sur la Liberté religieuse »

Le 20 août 1992, le Parlement adopte les 29 articles de la « Loi sur la Liberté religieuse », sous Aboulfaz Eltchibey, premier président en exercice à prêter serment sur le Coran, qui établit la séparation de la religion et de l'État et l'égalité des citoyens quel que soit leur appartenance religieuse tout en garantissant l'établissement de communautés religieuses comprenant au moins dix citoyens adultes, y compris celles ayant leurs centres névralgiques à l'étranger, et leur droit à un enregistrement sous un mois. Cette loi comprend également le droit de réclamer des édifices religieux auparavant saisis par l'État et d'en construire de nouveaux. Il s'agit aussi de la première fois depuis deux cent ans que le clergé ne reçoit ni salaires ni financement de l'État.

Après la prise de pouvoir d'Heydar Aliev à l'été 1993, qui affiche clairement son affiliation à l'islam, en attirant les hommes d'affaires nourdjous turcs et les fonds d'aide arabes pour les réfugiés du Karabakh, en réalisant le petit pèlerinage (ou *umra*) l'année suivante avec son fils ou en prêtant serment sur le Coran comme Eltchibey avant lui, sans vraiment convaincre l'opinion publique de son abandon de l'idéologie communiste, sa politique sera progressivement marquée par un contrôle plus strict des communautés et des interférences dans les affaires religieuses en fonction du contexte tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays et ce, à partir de la signature des grands contrats pétroliers et de l'entrée en scène des États-Unis et des institutions européennes.

Le Bureau des Musulmans du Caucase (BMC) va ainsi être mis sous un contrôle plus strict, en partie du fait de l'appartenance de son chef, le *sheikh ul-islam* Allahshükür Pashazade, au clan de Lankoran dans le sud du pays peuplé majoritairement par l'ethnie Talysh alors que Aliev fonctionne essentiellement avec le clan du Nakhitchevan et celui des Armenistanis issu du khanat historique du Karabakh⁵⁰. En 1998, Pashazade sera élu président à vie du BMC lors de son 10ème congrès⁵¹ tout en démontrant sa fidélité au chef de l'État.



*Allahshükür Pashazade,
Sheikh ul-islam et Président du BMC
(Source : Wikipedia - VOA)*



*Mubariz Qurbanli
Actuel Président du CETOR depuis 2014
(Source Wikipedia – Cekli 829)*

⁵⁰ Pour de plus amples renseignements sur la politique clanique azerbaïdjanaise, lire Viatcheslav Avioutskaa, Les clans en Azerbaïdjan, Le courrier des Pays de l'Est, 2007/5, n°1063, p67-79.

⁵¹ Il sera, de façon cocasse, réélu président à vie lors du 11ème congrès du 29 juillet 2003.

La même année et jusqu'à la fin de l'année 1997, cinq amendements à la « Loi sur la Liberté religieuse » vont ainsi se traduire par l'interdiction pour des citoyens étrangers de mener des activités religieuses, l'obligation pour les communautés musulmanes de se référer au BMC, désormais placé sous l'autorité du cabinet des ministres, pour la certification des membres du clergé. De cette époque date la très haute importance de l'enregistrement des communautés religieuses en Azerbaïdjan qui doivent désormais soumettre leur charte et n'auront plus aucun moyen de contester légalement ni le refus d'enregistrement ni leur révocation. De nombreux citoyens étrangers commencent à être expulsés du pays. Entre 1996 et 1998, de 216 organisations religieuses dont 178 musulmanes, le chiffre passe à 120 organisations religieuses officiellement enregistrées, presque toutes musulmanes. Ces mesures seront accentuées par la mise en place, par le décret présidentiel n°512 du 21 juin 2001⁵², du Comité d'État au Travail avec les Organisations Religieuses (CETOR) avec à sa tête l'orientaliste Rafiq Aliyev⁵³ et qui a la charge exclusive du contrôle, de l'enregistrement et de l'interdiction des organisations religieuses, ce qui va inaugurer une période de confrontation avec le BMC, notamment en ce qui concerne les dons des fidèles, la gestion des quotas de pèlerins pour le *hadj*, la gestion des fonds provenant des pays arabes, ou encore le rappel des étudiants dans les institutions islamiques étrangères en 2002⁵⁴. La mise en place du CETOR correspond à l'échec de l'État à prendre le contrôle total de la situation du fait de la perdurance de fonctionnement des organisations religieuses en dehors de tout enregistrement, l'arrivée continue de missionnaires par le biais d'organisations humanitaires légales et le contournement de l'enregistrement par voie de corruption⁵⁵. De même, l'audit des activités des institutions éducatives religieuses et la volonté des autorités de certifier les mollahs va se heurter à l'insuffisance numérique de clercs formés par l'Université islamique de Bakou créée en 1989, ce qui va provoquer de nombreux départs à l'étranger et le développement de *madrassas* non officielles. Cette politique est liée à une nécessité d'endiguement du flot de courants étrangers souhaitant imposer leur lecture coranique comme l'explique Nariman Qasimoglu :

« Plus tard et surtout à la fin des années 90, certains cercles religieux étaient intéressés à avoir leur propre influence religieuse sur les Azerbaïdjanais qu'ils considéraient comme illettrés concernant les questions religieuses. [...] Ils ont essayé d'implanter leur propre vision de l'islam, leur propre interprétation de l'islam. Il y a eu une sorte d'afflux d'influences religieuses des pays étrangers, spécialement d'Iran, des États arabes du Golfe, du Pakistan, de Turquie aussi. Et ensuite, cela a pris jusqu'à la fin des années 90 au gouvernement pour contrôler cette situation et essayer d'empêcher ces éléments étrangers de prendre racine dans la société azerbaïdjanaise, ce qui a bien marché pour stabiliser la situation »⁵⁶.

52 Tous les textes officiels relatifs à la politique religieuse des autorités azerbaïdjanaises sont consultables à l'adresse suivante: <https://scwra.gov.az/az/view/pages/302>

53 En raison des conflits persistants avec Allahshükür Pashazade, Rafiq Aliyev sera remplacé le 27 juin 2006 par Hidayat Orujov, ancien conseiller présidentiel aux minorités ethniques et aux organisations religieuses qui restera à ce poste jusqu'en 2012 où il sera remplacé par Elshad Iskenderov, ancien secrétaire général du forum de la jeunesse de la conférence islamique pour le dialogue et la coopération. Le CETOR est actuellement dirigé depuis 2014 par Mubariz Qurbanli, historien et universitaire, ayant occupé diverses fonctions politiques depuis 1995.

54 Bayram Balci, Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures, Les Études du CERI – Sciences Po, n°138, octobre 2007 ; Arif Yunusov, The islamic factor in Azerbaijan, Institute for Peace and Democracy, Adiloglu, Bakou, 2013.

55 Arif Yunusov, The islamic factor in Azerbaijan, Ibid.

56 Entretien avec Nariman Qasimoglu, Ibid.

La succession de Heydar Aliev par son fils Ilham Aliev en octobre 2003 va inaugurer le début d'une période de suppression de toute forme de dissidence de la part des partis politiques séculiers pro-occidentaux en Azerbaïdjan, un temps réunis dans le mouvement *Azadliq* et qui seront quasiment réduits à néant à partir de 2006. Ce vide va être occupé progressivement par d'autres forces politiques principalement religieuses rejoint par des opposants ordinaires déçus par les valeurs occidentales, du fait du soutien des pays clients pétroliers au régime Aliev qui se refuse à résoudre le problème de l'exclusion de la majorité de la population des revenus de la rente pétrolière, comme de l'échec des négociations sur le conflit du Karabakh et la perception subséquente d'un Occident ami de l'Arménie chrétienne⁵⁷.

On commence à assister à une véritable campagne du culte de Heidar Aliev, des mosquées étant baptisées à son nom et des salles mémorielles en son honneur étant installées dans les mosquées, ce qui constitue un véritable blasphème pour la plupart des croyants. En 2006, suite à de nouveaux amendements, le BMC devenu une organisation publique enregistrée elle-même auprès du CETOR, ce qui contribue à la décrédibiliser encore plus aux yeux des croyants, va être malgré tout doté du statut d'instance religieuse musulmane suprême et du rôle de valider en premier lieu les demandes d'enregistrement par le CETOR qu'elles peuvent refuser pour « troubles à l'ordre public », demandes qui sont encore complexifiées. A partir de 2011, la liberté des organisations religieuses est ainsi entravée par de nouveaux amendements : rapport régulier de leurs activités, fonctionnement seulement à une adresse unique indiquée, obligation d'établissement par des citoyens azerbaïdjanais avec une personnalité religieuse assignée par le BMC, interdiction de pratiquer sa religion sans enregistrement, envoi d'étudiants dans les universités islamiques étrangères soumis à l'approbation de l'État, interdiction de pratiquer les rites religieux pour ceux qui ont déjà effectué leurs études à l'étranger, interdiction de diffusion de littérature religieuse sans avoir la citoyenneté azerbaïdjanaise, révision du Code pénal pour permettre les amendes lourdes pour sanctionner les contrevenants. De plus, le clergé devient un corps de fonctionnaires d'État qui doit payer des impôts. Le 16 janvier 2018, le CETOR avec le ministère de l'Intérieur, le Procureur général et les services de sécurité de l'État adoptent le « Plan d'Action contre l'Extrémisme Religieux » et le 1^{er} mai, le CETOR, dont le président a intégré le cabinet des ministres, et qui vient de se renforcer de 38 nouveaux fonctionnaires, annonce que le clergé islamique, soit 1600 leaders religieux, recevront désormais des salaires en tant que salariés de l'État⁵⁸.

Pour répondre à la pénurie de clercs, alors qu'en 2017 il n'y avait que 10 *akhunds* et 11 *imams* nommés par le BMC pour 600 mosquées, tandis que 1500 mosquées bénéficiaient d'un clergé formé à l'étranger, d'après les chiffres officiels, le décret présidentiel du 9 février 2018 crée l'Institut de Théologie sous l'autorité du CETOR et dirigé par Jeyhun Mammadov, ancien conseiller de l'administration présidentielle, et à laquelle est intégrée l'ancienne faculté de théologie de l'Université de Bakou. L'interdiction de 2011 concernant les rites assurés dans les mosquées par des clercs formés à l'étranger est malgré tout levée en février 2018 suite au décret présidentiel du 22 juillet 2017 qui annule l'interdiction de l'éducation islamique à l'étranger sans permission de l'État.

La littérature religieuse fait l'objet d'un contrôle strict à partir de 2009 et la publication d'une liste de livres interdits, la surveillance des librairies, le contrôle d'internet et l'examen minutieux de la littérature imprimée et électronique. Au sein du CETOR est créé un département spécial de l'expertise religieuse avec à sa tête Nahid Mammadov. En 2017, 142 personnes sont jugées coupables de propagande religieuse illégale et les saisies de livres dans les librairies qui changent de nom et de propriétaires se multiplient⁵⁹. Un « Fond des Valeurs

57 Svante E.Cornell, The politization of islam in Azerbaijan, Silk Road paper, 2006

58 A raison de 400 manats soit 210€ et 300 manats soit 158€ pour leurs adjoints.

59 On peut noter en 2018 l'interdiction du livre du théologien Elshad Miri qui est arrêté et traduit en justice.

Morales » subordonné au CETOR est mis en place afin de gérer les fonds reçus des croyants ou les salaires du clergé par exemple. De nombreuses mosquées sont fermées sous prétexte de « constructions illégales », « plainte du voisinage », « risque d'attaques terroristes » ou « besoin de réparation » à partir de l'année 2009, à tel point que le terme de « phobie des mosquées » revient dans le discours quotidien et qu'un centre de protection des mosquées de Bakou est créé en réaction de la société civile en septembre 2009 : entre 2008 et 2012 trois mosquées sont détruites et onze sont fermées. Au printemps 2018 est mis en place la vidéo-surveillance des mosquées dans 53 d'entre elles. Concernant l'interdiction du port du *hijab* sur les photos d'identité et les écoles, qui a fait l'objet de contestations populaires depuis 1998 et de la création d'une « assemblée de soutien et de protection du *hijab* » en 2005, le débat a vraiment donné lieu à un débat national à partir de 2010⁶⁰ et la création d'un « comité de protection du *hijab* et des « prisonniers *hijab* ». Une polémique a aussi agité la société azerbaïdjanaise concernant les interdictions successives entre 2007 et 2009 concernant l'interdiction de l'utilisation d'amplificateurs pour l'*azan* dans les mosquées, pratique pourtant persistante.

Ainsi, l'ensemble des interlocuteurs interrogés font état d'une situation où le CETOR prévaut désormais totalement sur le BMC et où toute compétition entre les deux entités a définitivement disparue. Le BMC apparaît comme une institution fantôme donnant un crédit islamique à une politique de contrôle total sans aucune indépendance possible dans la sphère religieuse. De même que l'intervention active et renforcée de l'État dans ce domaine porte des coups importants à la stricte séparation de l'État et de la religion garantie par la Constitution.

Les répressions contre les communautés religieuses.

Cette politique s'accompagne de répressions très concrètes depuis 2006⁶¹ dont on peut trouver les prémices dans le procès des leaders du PIA en 1997⁶², celui des activistes du Hezbollah en 2001⁶³ ou la répression des manifestations de Nardaran en 2002⁶⁴. Elle va s'accroître sous le régime de Aliév-fils d'abord contre les forces islamistes du pays avant de se généraliser à d'autres courants religieux.

La lutte contre le mouvement salafiste sunnite qui a commencé dès la fin des années 1990 dans un contexte d'attention croissante des services de sécurité pour les groupes islamiques

60 Suite à la déclaration le 23 novembre 2010 du Ministre de l'éducation aux médias selon laquelle il avait ordonné l'interdiction du port de l'*hijab* aux étudiants et aux professeurs dans les écoles et les universités.

61 Pour une description détaillée des persécutions religieuses en Azerbaïdjan : lire Arif Yunusov, *the islamic factor in Azerbaijan*, Ibid; Et Arif Yunusov, *the religious situation in Azerbaijan in 2018*, Annual Analytical Review, Institute for Peace and Democracy. Suivre aussi le site de l'IPD : <https://www.ipd-az.org/> On notera particulièrement les méthodes utilisées et la manipulation de preuves pour l'arrestation des leaders des mouvements ciblés visant à les accuser de détention d'armes, complot contre l'Etat, ou consommation de drogues.

62 Hadji Alikram Aliév, fondateur du PIA, à partir de ses premières critiques du pouvoir, est arrêté en 1996 sous prétexte de trahison et d'espionnage pour le compte de l'Iran voisin avant d'être jugé et enfermé pour une lourde peine de onze ans dans les geôles azerbaïdjanaises. Son successeur, Mouzafin Jabrailov, après avoir changé le nom de son parti (qui prend le nom de Parti Démocratique des Musulmans) du fait de l'annulation de l'enregistrement du parti le 2 octobre 1995, la même année que la loi du 12 août 1995 interdisant le droit de vote aux membres des organisations religieuses, donne une nouvelle orientation politique au parti en privilégiant la démocratie, les Droits de l'Homme et la résolution des problèmes ethniques du pays. C'est à la faveur d'une nouvelle menace émergente pour le pouvoir en place, à savoir le courant salafiste sunnite, que le président Heydar Aliév va gracier les leaders du PIA en 1999.

63 Ce réseau, accusé de l'obscur assassinat en février 1997 de l'historien et académicien Ziya Bunyatov, qu'ils accusaient d'être un agent du Mossad, a été largement démantelé par le Ministère de la Sécurité Nationale.

64 Les manifestations des habitants de Nardaran, bastion chiite du pays, portées par des revendications uniquement socio-économiques, durement réprimées à l'été 2002, causant un mort et 30 blessés, sont présentées par les autorités comme une lutte contre le radicalisme religieux et elles accusent, de façon cocasse, les habitants chiites de complot avec les wahhabites.

radicaux⁶⁵ liés aux pays arabes tels que le groupe de Asul Kasumov⁶⁶ ou l'organisation Djeyshullah⁶⁷ mais aussi de cellules de groupes étrangers⁶⁸. Suite à l'expulsion de nombreux citoyens arabes et l'interdiction de nombreuses organisations humanitaires et fonds arabes, la lutte va s'accélérer avec la seconde guerre de Tchétchénie en 1999 par une répression des réfugiés tchétchènes⁶⁹ sans pour autant parvenir à réduire le nombre d'adeptes. La répression des autorités prend la forme d'une lutte contre l'apparence des salafistes⁷⁰ et d'une campagne médiatique contre le leader quiétiste de la mosquée Abou Bakr, Gamet Suleymanov, tout en repoussant l'enregistrement officiel de la communauté par le BMC, ce qui a pour effet une revalorisation de l'image de son leader ainsi qu'un regain d'intérêt pour le salafisme, comme le prouve à cette époque l'émergence de disciples dans les régions sud et de la péninsule d'Aphéron traditionnellement chiïtes⁷¹. A la faveur de la confrontation entre la ligne modérée et les tendances radicales, et suite à l'attentat perpétré contre la mosquée Abou Bakr, celle-ci sera fermée, et les réseaux salafistes y compris la ligne modérée quiétiste et fidèle à l'État évoluera désormais de façon souterraine. Les activistes de la ligne dure se retrouvent dans les guerres d'Afghanistan et de Syrie créant même des groupes exclusivement azerbaïdjanais.⁷²

Le PIA est progressivement démantelé à partir de 2011, alors que son leader Hadji Movsum Samada, s'appuyant sur la jeunesse et les réseaux sociaux ainsi qu'un réseau de cellules régionales, s'oppose plus régulièrement aux autorités⁷³ et aux partis d'opposition pro-occidentaux et se lance dans de nombreuses invectives contre les États-Unis et Israël, tout comme il demande, concernant le conflit du Haut-Karabakh, l'instauration de la loi martiale et appelle au *jihad* tout en établissant l'« Organisation de la Résistance Islamique du Karabakh ». Il sera condamné à douze ans de prison en octobre 2011 et de nombreux activistes seront condamnés également. Comme le souligne Arif Yunusov, la différence de cette vague d'arrestation qui a touché une trentaine d'activistes dans tout le pays, avec celle de 1997 est que ces responsables politiques ont cette fois accédé au rang de martyrs, qu'ils ont continué

65 Lire Azerbaijan : Independent islam and the state, Crisis Group Europe, report n°191, 2008 :

<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/caucasus/azerbaijan/azerbaijan-independent-islam-and-state>

66 Asul Kasumov, citoyen russe résidant au Daghestan s'autoproclame imam de tous les Lezghis et promeut l'établissement d'un État islamique lezghi à la frontière daghestano-azerbaïdjanaise. Il est arrêté en 1997 et jugé quelques mois plus tard à 13 ans de prison.

67 Djeyshullah ou « Armée d'Allah » est une organisation dirigée par Mubariz Aliev, se livrant à des cambriolages (comme celui du bureau azerbaïdjanais de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement en 1998) et assassinats d'opposants. Son leader qui entretenait des relations étroites avec les chefs de guerre tchétchènes Bassaev et Ibn Khattab est emprisonné à vie en 2000 après avoir, avec le soutien de l'organisation « Fidai Islam » (« autosacrifice au nom de l'islam »), tenté de détourner un hélicoptère MI-8 vers la Tchétchénie et avoir préparé une attaque terroriste contre les Ambassades d'Israël et des États-Unis en août 1999.

68 On peut citer les organisations égyptiennes Al-Jihad ou al-Gama'a al-Islamiyya (« terreur islamique ») et l'organisation internationale Jamiyat al-ikhwan al-Musulimin (« société des Frères Musulmans »). De même que des communications de hauts responsables d'Al Qaïda, y compris Oussama ben Laden, vers Bakou par téléphone et par fax ont été mis au jour, notamment au moment des attentats contre les Ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998.

69 Sur les 12 000 Tchétchènes réfugiés vivant dans le pays avant 1999, qui étaient loin d'appartenir tous à la mouvance salafiste, il n'en restait plus que 2500 en 2007.

70 Certains sont arrêtés et rasés de force par exemple.

71 Arif Yunusov, The islamic factor in Azerbaijan, Ibid

72 Après 2012, on dénombre 300 Azéris en Afghanistan et Pakistan et 1000 en Syrie dont 300 sont morts, 109 envoyés en justice et 310 privés de leur nationalité. Il faut y ajouter 300 femmes et enfants toujours en Syrie actuellement et 20 enfants et quelques femmes revenus en Azerbaïdjan. 10 femmes ont été capturées à Telafer en Irak et y font de la prison à vie.

73 Il compare notamment le chef de l'État au Calife Yazid Ibn Muawiyya dans un contexte de soulèvements populaires quotidiens parallèlement au printemps arabe tunisien déclenché en décembre 2010. Le Calife Yazid Ibn Muawiyya (645-683) est le deuxième calife omeyyade, opposé à Husseyn, fils de Ali et petit-fils du prophète Mahomet, pour la succession de Muawiyya 1er, ce qui donne lieu à la deuxième *fitna* (ou schisme, trouble, révolte) et à la bataille de Kerbala, lieu du martyr d'Husseyn, commémoré par les chiïtes lors de l'*Ashoura*. Il est donc considéré comme l'ennemi historique du chiïsme par excellence.

leurs manifestations sans autorisation et qu'ils ont toujours pu compter sur un nombre conséquent de participants « *ce qui était inimaginable quatorze ans plus tôt* »⁷⁴. A la suite de ce démantèlement, le Centre Culturel Iranien est fermé tandis que le Comité *Imdad* a dû mettre fin à ses activités en Azerbaïdjan. De même, plusieurs membres du Hezbollah sont arrêtés en 2009 pour la préparation d'actes terroristes contre l'Ambassade d'Israël à Bakou⁷⁵.

La répression des autorités contre des mouvements islamistes menaçant la sécularisation de l'État azerbaïdjanais, et qui trouve bien entendu un écho favorable auprès des pays occidentaux, s'étend néanmoins à des mouvements séculiers divers et à des tendances modérées de l'islam. La lutte contre Hadji Ilgar Ibrahimoglu date de 2003 alors qu'il appelle à voter contre Ilham Aliev, candidat à la succession de son père aux élections présidentielles et qu'il soutient le bloc « Notre Azerbaïdjan » et son candidat Issa Gambar du parti Moussavat. Dès le mois d'août la communauté « *Islam Ittihad* » est officiellement désenregistrée sous prétexte de prétendus liens entretenus avec Al Qaïda. Les leaders sont arrêtés ou mis en fuite entre octobre et décembre 2003 et le 1^{er} mars 2004 la communauté est évincée de la mosquée de la vieille ville qui est fermée suite à son refus d'accepter l'*akhund* nommé par le BMC avant que son procès ne le conduise à une peine de cinq ans de prison en libération conditionnelle. De même, dans la foulée de l'arrestation du leader du PIA en janvier 2011, tous les *Hujjat ul-islam* ont été arrêtés successivement les mois suivants et condamnés à des peines de prisons de deux ans et demi à onze ans, sans liberté conditionnelle dans le cas d'Abbasov, pour des chefs d'accusation de « *hooliganisme* » ou de « *détention d'armes* ». Le MUM créé en 2015 et dirigé par le théologien Tale Bagirzade fait aussi l'objet d'un démantèlement en 2017⁷⁶ et à l'emprisonnement pour 20 ans de son leader⁷⁷ pour « tentative de coup d'État ». Enfin concernant les *fethulladjis*, dès 2007, les premières arrestations de disciples nourdjous ont eu lieu dans la région de Yevlakh pour « *controverse religieuse, diffusion du nourisme et activités illégales* » qui se sont poursuivies par l'arrestation de 70 activistes jusqu'en 2009 et la saisie de 8000 livres. Après un court répit dû au lobby important dans les sphères du pouvoir, plusieurs persécutions reprennent à Terter, Khachmaz, Sheki et au Nakhitchevan en 2010-2011 sur fond de campagne médiatique pan-turque et anti-*nourdjous* auquel s'adjoint le BMC et ce, afin de satisfaire aux demandes de son allié turc et de son président Recep Tayyip Erdogan. La répression s'intensifie à partir de 2014-15 avec la fermeture de 11 lycées et l'arrestation et le renvoi de partisans⁷⁸ puis à partir de 2017 contre de simples professeurs. On pourra aussi noter l'opposition récente aux Témoins de Jéhovah, qui refusent de servir dans l'armée, alors qu'aucun service civil alternatif n'a été mis en place du fait du conflit avec l'Arménie, et l'emprisonnement de cinq de leurs adhérents entre 2007 et 2013, cas examinés par la CEDH, ou le licenciement en 2018 de Rahim Akhundov, chef du département des relations internationales du Parlement pour conversion au christianisme.

Cette politique incarne la perdurance de méthodes soviétiques pratiquées par des élites communistes « *reconverties au nationalisme* »⁷⁹. Ces élites communistes ont même été choisies en 1990 par exemple, en la personne de Ayaz Moutalibov, lors des premières élections pluralistes de l'URSS, au contraire de l'Arménie et de la Géorgie, la population misant sur la stabilité en « *[votant moins pour le PC] que pour des hommes et leurs réseaux qui avaient*

74 Yunusov Ariv, *The islamic factor in Azerbaijan*, Ibid, p 37.

75 En représailles du meurtre d'Imad Mughniyeh, chef des services secrets du Hezbollah, à Damas en février 2008. Cette opération aurait fait l'objet d'une collaboration inhabituelle, cette fois vraisemblable, entre Al Qaïda et l'Armée des Gardiens de la Révolution Islamique en Iran.

76 Suite à une intervention de la police alors qu'il délivre un sermon à Nardaran faisant 4 morts et 15 blessés. La population de Nardaran est étroitement contrôlée depuis ces événements (checkpoints d'accès à la localité, arrestations pendant les fêtes religieuses...) et évite de se réunir dans la rue.

77 Il avait déjà effectué un an et demi de prison à son retour en Azerbaïdjan en 2011.

78 Dont des officiels de haut rang tel que Elshad Iskenderov, président du CETOR.

79 Bayram Balci, *Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures*, Ibid

depuis longtemps appris à n'endosser que formellement les allures communistes »⁸⁰ mais qui en ont néanmoins parfaitement assimilé les méthodes. On aura ainsi noté le jeu de division utilisé par le pouvoir dans son combat contre la tendance salafiste montante dans les années 2000 puis contre la tendance chiite des années 2010 dans un deuxième temps⁸¹. Arif Yunusov fait aussi part d'une sorte de répétition de l'histoire soviétique faite de récupération de l'Islam à des fins de lutte contre les forces politiques séculières :

« Dans les premières années du régime soviétique en Azerbaïdjan, les communistes ont « flirté » avec les structures religieuses et islamiques parce que la principale menace aux communistes était les nationalistes séculiers menés par le parti Moussavat. Ce parti et ses alliés ont établi la République Démocratique d'Azerbaïdjan en 1918-1920 et ont tenté de démocratiser la société azerbaïdjanaise. Parmi d'autres choses, pour la première fois en Orient, ils ont garanti le droit de vote aux femmes, ouvert des institutions universitaires et éducatives. Tout ceci a rencontré l'hostilité des structures religieuses et ils se sont affrontés sur ce terrain. C'est pourquoi les communistes les ont exploités à ce moment-là. Quand la lutte contre le Moussavat et ses soutiens s'est terminée et que tous ont été réprimés, les communistes se sont attaqués à l'islam et aux croyants en Azerbaïdjan ».⁸²

Comme le souligne Altaï Geyushov :

« Le gouvernement utilise en fait les mêmes pratiques qui étaient utilisées en 1920-1930 au début de l'ère soviétique, en fermant les mosquées, oppressant les communautés religieuses etc...Mais je pense qu'il y a une différence importante par rapport à la politique soviétique : les soviétiques voulaient se débarrasser de la religion mais le gouvernement azerbaïdjanais veut placer la religion sous son contrôle complet. Il y a une utilisation du discours religieux pour ses propres objectifs ».⁸³

L'imposition par le haut d'un Islam national loyaliste et le retour de l'islam à la clandestinité

Les cinq niveaux de l'islam en Azerbaïdjan décrit par Motika⁸⁴ peuvent être discutés à la lumière de l'évolution de ces deux dernières décennies. Si on peut continuer d'identifier plus que jamais la « hiérarchie officielle », et de constater la perdurance de l' « islam populaire » et l'activité quoique réduite des « leaders religieux et mollahs », le « Parti de l'Islam Azerbaïdjanais » a quasiment disparu, la politisation de l'islam prenant désormais des formes différentes et mouvantes tandis que les « intellectuels musulmans » ont quelque peu évacué la scène religieuse pour se cantonner à une pratique privée compatible avec leur message initial

80 Antoine Constant, L'Azerbaïdjan, Karthala, Paris, 2002.

81 En novembre 1999, Heydar Aliev gracie et libère les activistes du PIA dans l'espoir que leur influence fasse contrepoids au développement d'un salafisme radical dans le pays.

82 Entretien avec Dr Arif Yunusov, historien et directeur de l'IPD, activiste des Droits de l'Homme en date du 23/09/2021. Arif Yunusov et sa femme ont été emprisonnés durant quinze mois à partir d'avril 2014 avant de pouvoir fuir en Europe.

83 Entretien avec Dr Altaï Geyushov, historien azerbaïdjanais, et spécialiste des questions religieuses et notamment de l'islam politique, en date du 01/09/2021

84 Raoul Motika, Islam in post-soviet Azerbaijan, Archives de sciences sociales des religions, n°115, EHESS, juillet-septembre 2001

et incarnant « l'individualisation du croire » post-moderne, ou pour s'investir aux côtés de l'État dans la mise en place d'un islam national, comme Rafiq Aliyev, premier président du CETOR, il y a vingt ans. On peut désormais dire qu'il y a eu une récupération de la plupart des niveaux de l'islam par la hiérarchie officielle, c'est à dire l'État, tandis que les acteurs et mouvements qui n'ont pas été récupérés sont désormais contraint d'évoluer dans la clandestinité.

La seule clé de lecture d'une telle répression s'abattant aussi bien sur les mouvements radicaux salafistes ou le PIA que sur le mouvement salafiste quiétiste affichant sa loyauté à l'État, ou un ensemble de mouvements religieux séculiers pro-occidentaux soutenant l'opposition ou opposés aux alliés internationaux du pouvoir en place, est la mise en place à marche forcée d'un islam loyaliste à la « néo-monarchie »⁸⁵ de la famille Aliev, ce qui est résumé en ces termes par Altaï Geyushov :

« Nous avons maintenant une nouvelle version de l'islam : c'est un islam moraliste, un islam version Aliev, c'est une toute nouvelle version de l'islam. Il n'y a plus d'islam salafiste, chiite ou arabe, iranien ou turc. C'est l'islam style Aliev. Nous avons par exemple la plus grande mosquée du pays qui est la mosquée Aliev, des minarets à son nom ou celui de son père...C'est donc une toute nouvelle version de l'islam. Nous l'appelons « islam national ». On pourrait parler de « domestication de l'islam » par le gouvernement. Les croyants indépendants parlent de « faux islam ». Évidemment on ne sait ce qui est le « vrai islam » ou ce qui est « le faux islam » mais c'est clair que ce n'est pas l'islam qui existait avant. Le discours du gouvernement partout ne concerne plus que les enterrements, les mariages, à la TV, partout...Il y a un certain succès du gouvernement à rendre l'islam loyal. Un islam loyaliste à la monarchie »⁸⁶.

L'État azerbaïdjanais cherche ainsi à promouvoir un islam national dit « civilisé », « standardisé » ou « un islam azerbaïdjanais unifié » avec le concours de Allahshükür Pashazade, en imposant par le haut un islam œcuménique en tentant d'effacer les différences entre chiites et sunnites, comme on peut le constater dans la mise en scène des « prières de l'unité » ce qui est présenté comme une tradition spécifique du pays alors même que, si chiites et sunnites partageaient une même mosquée durant la période soviétique, ils priaient à des moments différents. Il s'agit aussi d'une politique qui valorise les *pirs* en tant que patrimoine national qui représente aussi une manne financière non négligeable⁸⁷, pour lesquels s'investissent des « entrepreneurs islamiques »⁸⁸ et qui n'agrège aucune forme d'opposition politique. Mais c'est aussi un islam qui illustre la personnalisation du pouvoir et la glorification de la famille Aliev avec des espaces consacrés à la commémoration du père du président dans les mosquées et avec des édifices religieux baptisés à leur nom. Autrement dit, cet islam est une sphère de la vie publique qui fait l'objet de la même politique que celle relative à la presse et aux partis politiques séculiers, et la répression contre les mosquées s'apparente à celle d'autres lieux de rencontres intergénérationnelles et croisant différents milieux sociaux, que ce soient les *tchaïkhanas* ou les tentes plantées au milieu des rues

85 Il n'est pas inutile de rappeler que la femme d'Ilham Aliev a été nommée première vice-présidente de la République en 2017.

86 Entretien avec Dr Altaï Geyushov, Ibid

87 Par le biais des offrandes des croyants dans les *ihsan kutusu* ou "boîte à charité" mais aussi d'une exploitation croissante de ces lieux à des fins touristiques.

88 Bayram Balci, Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures, Ibid

bakinoises pour les célébrations de deuil traditionnelles, dont le pouvoir ne souhaite pas qu'ils deviennent des « clubs politiques ».

Dans le même temps, cet islam est aussi instrumentalisé à l'international à des fins de légitimation du pouvoir et de perpétuation dynastique. Alors que Heydar Aliev avait fait appel aux écoles nourdjous de la mouvance de Fethullah Gülen au moment de l'indépendance, ceux-ci ont été progressivement chassés du pays par son fils, surtout à partir de 2010 afin de se ménager l'allié turc⁸⁹ dans le cadre du conflit du Karabakh et de préserver le mot d'ordre « *Une nation, deux États* » impropre historiquement et qui n'est qu'un slogan politique puisque la société turque n'est pas un modèle pour l'Azerbaïdjan, comme le confirme Nariman Qasimoglu⁹⁰, de même que le virage pris par l'actuel gouvernement vis à vis de l'islam reste globalement un sujet de méfiance assez largement partagé. La recherche d'alliances internationales dans le monde islamique a conduit Ilham Aliev à intensifier la communication avec l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)⁹¹ dont le pays est devenu membre dès le mois de décembre 1991, ce qui a donné lieu à l'établissement du Forum de la Jeunesse de l'OIC à Bakou en 2004 et, de façon ironique, à l'attribution du titre de « capitale de la culture islamique » en 2009 et l'organisation d'une centaine d'événements à Bakou l'année même de la campagne de fermeture des mosquées dans le pays. Le pouvoir s'est lancé depuis cette époque, dans un numéro d'équilibriste, avec d'un côté un discours agressif de dénonciation de l'islamophobie présumée des Occidentaux en exploitant la « crise des caricatures »⁹² et autres événements afin de rallier le monde islamique dans sa lutte contre l'Arménie chrétienne mais aussi de cimenter progressivement, à l'intérieur du pays, sunnites et chiites contre un ennemi commun, tout en détournant les accusations portées contre son régime en matière de Droits de l'Homme, et d'un autre côté en se présentant aux pays européens et aux États-Unis comme un modèle de gestion de la diversité culturelle et religieuse et l'unique rempart contre le radicalisme islamique, dans un positionnement semblable à d'autres pouvoirs en butte à une opposition interne dans le monde arabe à la même période pendant les « Printemps Arabes », et qu'on pourrait résumer par la rhétorique du « *moi ou le chaos* ».

Cette position justifie ainsi une répression féroce contre les forces d'opposition séculières intérieures ou de simples révoltes individuelles, comme le révèle le « cas Gandja »⁹³ par exemple. L'utilisation de cette « carte islamique » est particulièrement flagrante actuellement suite à la seconde guerre du Karabakh, que l'on pense, par exemple, à la construction d'une mosquée remarquable à Shousha, haut lieu culturel azéri de ce territoire, ou, à l'heure où sont écrites ces lignes, dans le contexte de crise actuelle avec l'Iran⁹⁴, la fermeture de la mosquée

89 En 2010, Fethullah Gülen condamne les actions d'Erdogan notamment l'envoi de la « Flottille de la Paix » au large de Gaza. Opposé à la violence et à l'insubordination à l'autorité, il appelle ses disciples à rester à l'écart de ces initiatives et de n'apporter une aide aux habitants qu'avec l'accord des autorités israéliennes. Cette prise de position l'a exposé à la répression d'Erdogan et à l'opposition des forces pro-islamistes turques et du Moyen-Orient. Par ailleurs, la tentative de coup d'État du 15 au 16 juillet 2016 contre Erdogan a fait l'objet d'une accusation de l'État contre Fethullah Gülen.

90 Entretien avec Nariman Qasimoglu, Ibid

91 L'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) a pris le nom d'Organisation de la Coopération Islamique en 2011.

92 La publication le 30 septembre 2005 de douze caricatures du prophète Mahomet dans le journal danois Jyllands Posten va mener à une crise mondiale suite à une alliance entre les Frères Musulmans et les autorités de pays arabes qui les combattent pourtant à l'intérieur de leurs frontières ainsi qu'avec la republication de ces mêmes dessins dans plusieurs journaux occidentaux. Pour comprendre la naissance et le développement de ce conflit, lire Jeanne Favret-Saada, Comment créer une crise mondiale avec douze petits dessins, Les prairies ordinaires, 2007

93 En juillet 2018, Yunus Safarov ouvre le feu sur le maire de Gandja Elmar Valiyev connu pour son attitude tyrannique et ses décisions arbitraires contre lesquelles l'État n'est jamais intervenu. Devant le soutien populaire dont il bénéficie, l'État va s'engager dans une répression sanglante contre les croyants et le MUM qui n'entretient aucun lien avec l'affaire en prétextant une lutte contre le radicalisme islamique et une tentative de « coup d'État ».

94 Suite au blocage des camions iraniens de livraisons de carburant à destination de l'enclave arménienne du Karabakh par les autorités azerbaïdjanaises ainsi que l'emprisonnement de deux chauffeurs, aux exercices militaires

Husseyniya de Bakou abritant le bureau d'Ali Akbar Ojag Nijat, représentant de l'Ayatollah Ali Khamenei en Azerbaïdjan, et réunissant des croyants chiites pro-iraniens.



Ilham Aliyev et sa femme en visite dans une mosquée à Choucha (Karabakh) le 13 mai 2021
 Source : idp.gov.az

L'utilisation du discours religieux⁹⁵ durant la seconde guerre du Karabakh n'avait pas pour objet de galvaniser un peuple déjà acquis à la cause de la reconquête de ses territoires perdus, ce qui aurait, de surcroît, eu peu d'effet sur une population fortement sécularisée, mais d'accentuer sa mainmise sur l'islam à l'intérieur du pays et notamment de récupérer la rhétorique religieuse aux dépens des activistes islamistes chiites qui utilisaient l'échec des négociations autour du Karabakh pour manifester leur opposition⁹⁶. Et cette politique et ce discours parfois très belliciste est pleinement déployée sans inquiétude aucune quant aux éventuelles réactions des pays occidentaux avec lesquels les relations géopolitiques d'affaires en matière de fourniture énergétique sont sécurisées. Les minorités religieuses sont aussi instrumentalisées de manière à présenter au monde un modèle d'exemplarité en matière de gestion du pluralisme culturel : la couverture médiatique azerbaïdjanaise des lendemains de la seconde guerre du Karabakh a largement mis en avant le combat des soldats de confession juive contre les Arméniens sur fond de commerce d'armement avec Israël, et la minorité *oudine* sert utilement le pouvoir en place à revendiquer de nombreux édifices religieux en rappelant l'ancienneté du christianisme dans le pays.

turco-azerbaïdjanais en mer Caspienne et au projet turco-azerbaïdjanais de « couloir du Zanguezour » mettant en danger sa frontière avec l'Arménie, l'Iran se livre à des manœuvres militaires d'ampleur à la frontière azerbaïdjanaise.

95 On aura noté les visites de mosquées des villes libérées, les déclarations selon lesquelles le premier appel à la prière est délivré après 27 ans d'occupation, les remerciements à Allah pour la victoire militaire etc...

96 Altaï Geyushov, The Azerbaijani Government's Islamic Rhetoric during the Six-Week War in Karabakh, Baku Research Institute, février 2021.

Ainsi, tous ces éléments concourent au retour dans la clandestinité d'un certain nombre de mouvements religieux et politico-religieux qui se sont progressivement invisibilisés comme l'expliquent Arif Yunusov :

« Mais en même temps, les autorités ont répété la politique soviétique de persécution des leaders religieux indépendants et on a, à nouveau, assisté à la renaissance d'un « islam populaire » où, à nouveau, les personnes se rendent dans les mollakhanas au lieu de se rendre dans les mosquées interdites »⁹⁷

Constat partagé par Altaï Geyushov :

« Et je pense que ça se passe comme pendant l'URSS, les gens ne croient pas dans les institutions étatiques ou dans les institutions qui opèrent officiellement mais ils continuent de transmettre leur version de l'islam à la maison comme pendant la période soviétique. Je pense que le résultat est le même que quand les soviétiques disaient : « nous nous sommes débarrassés de la religion, cela n'existe plus, les gens sont devenus athéistes », et ça n'est jamais arrivé. Nous avons la même chose maintenant. L'État dit « nous avons réussi à domestiquer l'islam, il est complètement loyal au gouvernement ». Mais on a en fait deux islams : un officiel du côté du gouvernement et un autre sous-terrain qui continue son chemin »⁹⁸.

La dynamique de croissance de la religiosité en Azerbaïdjan n'est pas altérée par la politique étatique et continue de façon souterraine. On assiste ainsi, par exemple, au développement des pèlerinages chiites à l'étranger en Iran vers Meshad ou en Irak vers Nadjaf où se trouve la tombe d'Ali, ou Kerbala où est enterré le troisième imam chiite Husseyn, au détriment du *Hadj* soumis à des quotas, onéreux et dont l'organisation est monopolisée par le BMC. Longtemps interdits durant la période soviétique, ces pèlerinages rendus difficiles sur les sites irakiens en raison de la situation sécuritaire, ont connu une fréquentation accrue⁹⁹ à partir de 2006, notamment à Kerbala, lieu particulièrement fréquenté à l'occasion de l'*Arbaïn*. Cette fréquentation est également due à la promotion qui en est faite par l'Iran surtout depuis 2016¹⁰⁰ ce qui ne manque pas d'attirer l'attention des autorités azerbaïdjanaises qui cherchent désormais à limiter ces pratiques prétextant la lutte contre l'islam politique¹⁰¹.

Si on doit bien mentionner la complaisance dans la clandestinité de certains groupes salafistes et leur refus du dialogue, comme le précise Nariman Qasimoglu¹⁰², qui a une grande expérience de l'organisation de rencontres de dialogue interreligieux, on doit néanmoins envisager les risques de radicalisation sous l'effet de la politique répressive des autorités vis à vis d'une frange croissante de la population qui, actuellement portée par l'ivresse d'une victoire historique de reconquête de ses territoires perdus et du recouvrement de sa

97 Entretien avec Dr Arif Yunusov, Ibid.

98 Entretien avec Dr Altaï Geyushov, Ibid

99 En 2017, les sources pro-gouvernementales azerbaïdjanaises parlaient de 30 000 pèlerins venus d'Azerbaïdjan pour l'*Arbaïn* à Kerbala.

100 Suite à la tragédie de la Mecque en 2015, catastrophe la plus meurtrière du Hajj, et la mort de 769 à plus de 2000 personnes (l'Iran parle de 4500 morts dont 10% d'Iraniens) et à la subséquente aggravation des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran qui a mené au refus saoudien d'attribution de visas aux Iraniens, l'Iran s'est lancé dans une promotion du pèlerinage de l'*Arbaïn* comme alternative au *Hajj*.

101 Kanan Rovshanoglu, Azerbaijani Shi'is and the Arbaeen pilgrimage, Baku Research Center, Avril 2018

102 Entretien avec Nariman Qasimoglu, Ibid

souveraineté territoriale, n'en est pas plus dupe quant à leurs retombées en terme de liberté d'expression et de niveau de vie. Arif Yunusov parle ainsi de :

« radicalisation contrainte des croyants¹⁰³ [qui si elle n'est pas stoppée] ou si la répression contre l'opposition séculière n'arrête pas, tôt ou tard, l'Azerbaïdjan réunira les conditions d'une révolution islamique sur le modèle de l'Iran »¹⁰⁴.

De même, Altaï Geyushov affirme que :

« Maintenant nous avons un islam souterrain qui se développe et cet islam pourrait être plus fort que pendant la période soviétique car le contrôle soviétique s'exerçait de façon plus étroite sur le pays que maintenant où nous avons des frontières ouvertes sur la Turquie, sur l'Iran, sur les autres parties du monde. Cet islam parallèle a plus de potentiel de croître dans le pays que pendant la période soviétique »¹⁰⁵.

Ces visions contrastent avec les opinions exprimées par d'autres chercheurs au milieu des années 2000 qui parlaient de « réislamisation et de politisation de l'islam sans radicalisation »¹⁰⁶ ou de « politique religieuse [garantissant] l'équilibre et la cohabitation entre les nouveaux courants de nature et d'objectifs parfois contradictoires, avec un mode de spiritualité qui lui est coutumier »¹⁰⁷. L'islam est devenu une troisième force politique depuis la fin des années 2000, aux côtés des forces politiques classiques, pro-russe ou pro-occidentale, qui organisent la vie politique de façon binaire dans l'ensemble des républiques sud-caucasiennes, force politique qui est désormais en train de poursuivre son chemin de façon souterraine.

Depuis que Ilham Aliev est parvenu à confisquer et à monopoliser le discours nationaliste¹⁰⁸, qualifié par Nariman Qasimoglu d' « azerbaïdjanisme » mais qui pourrait tout aussi bien être qualifié d' « aliévisme », une partie croissante de la nation azerbaïdjanaise trouve refuge dans le message islamique, ressource de sens et véritable potentiel de cohésion sociale. Quoique divisée et numériquement faible au regard d'une société fortement sécularisée, la sphère islamiste, qui prend une ampleur croissante depuis la chute du bloc soviétique, est une force désormais imprévisible et insidieuse, avec laquelle il faudra désormais compter tant que l'opposition séculière au gouvernement Aliev sera muselée et tant que la politique de sécularisation sera faite d'imposition plus que d'arbitrage.

103 Arif Yunusov, the Islamic factor in Azerbaijan, ibid

104 Entretien avec Arif Yunusov, Ibid

105 Entretien avec Altaï Geyushov, Ibid

106 Bayram Balci, Le renouveau islamique en Azerbaïdjan entre dynamiques internes et influences extérieures, Ibid

107 Antoine Constant, l'Etat et le fait religieux en Azerbaïdjan, CEMOTI, n°38, 2004, Islam au Caucase, p147-169.

108 Altaï Geyushov, A brief description of Azerbaijani Nationalism from its inception to today, Baku Research Center, septembre 2021.

Un nouvel « Islam parallèle » en Azerbaïdjan ?

L'Azerbaïdjan, riche d'une histoire multiculturelle pluriséculaire, et qui a toujours su intégrer les influences culturelles au carrefour desquelles il se trouve, a connu une exceptionnelle période d'effervescence religieuse à sa sortie du bloc soviétique au début des années 1990, après avoir vu la religion durement réprimée durant 70 ans, période pendant laquelle s'était développé un « islam parallèle » privatisé au sein de l'institution familiale et s'exprimant autour du culte populaire des lieux saints ou *pirs* très répandus dans l'ensemble du pays. Cette pratique est alors progressivement remise en cause par la jeunesse azerbaïdjanaise des années 2000 qui accède à une offre très diversifiée sur le marché concurrentiel de « l'économie des biens symboliques » de la période post-indépendance l'amenant à une connaissance accrue du Coran et de l'islam et accentuant par là des conflits latents entre chiites et sunnites, endormis depuis le 18^{ème} siècle et que le pouvoir russe avait tenté ponctuellement de réactiver à son profit.

On assiste à cette période à une profusion de courants étrangers tentant de prendre l'ascendant sur l'évolution islamique du pays dont certains mouvements politico-religieux mettant en danger le caractère séculier de l'État azerbaïdjanais forgé au 19^{ème} siècle, mais aussi un grand nombre de courants réformateurs et modernisateurs : les *nourdjous* fournissant une voie compatible avec les schèmes de pensée postmodernes capitalistes, les tendances indépendantes du chiisme défendant la liberté religieuse avec les outils internationaux des Droits de l'Homme et souhaitant moderniser les pratiques de l'*Ashoura*, les membres du *marjat at-taklid* tentant de réhabiliter progressivement la hiérarchie légitime du monde chiite et concurrençant la vieille institution du Bureau des Musulmans du Caucase qui trouve ses origines sous le règne de Catherine II et critiquée quasi unanimement pour ses pratiques de corruption, la tendance *salafiste* quiétiste et fidèle au pouvoir en place reflétant un profond désir de renouement avec les racines arabes de l'islam, ou encore les intellectuels musulmans promouvant une forme de « protestantisme musulman » et un retour au texte coranique qu'ils interprètent en toute compatibilité avec le monde moderne *hic et nunc*. Si une structuration étatique en matière de gestion du fait religieux était nécessaire pour se préserver des intrusions étrangères et canaliser des énergies perturbatrices pour une jeune république indépendante, elle a rapidement connu des dérives visant simplement la consolidation du pouvoir en place, l'élimination de toute forme d'opposition, et la perpétuation de la dynastie Aliev, à l'image de la lutte contre toutes les formes d'opposition et de liberté d'expression dans le pays.

Le contexte international de « guerre contre l'axe du mal » des États-Unis et l'alliance avec les Occidentaux, nécessaire à la sécurisation des échanges commerciaux pétroliers, qui ont permis en 2003 une succession dynastique du régime Aliev s'apparentant à une forme de « néo-monarchie » régie par un jeu politique clanique qui a ensuite écrasé toute forme d'opposition séculière pro-occidentale à partir de 2006, ainsi que l'enlèvement des négociations au sujet du conflit du Haut-Karabakh avec l'Arménie ont ainsi constitué une autre date charnière dans la restructuration du paysage religieux de l'Azerbaïdjan. Le vide laissé par les forces d'opposition classiques séculières et pro-occidentales et la déception vis à vis des espoirs fondés par la population quant à un rapprochement avec les Occidentaux a laissé la place à l'émergence d'une troisième force dans le pays portée par des valeurs islamiques et qui a fait l'objet d'une répression impitoyable, prétexte à l'extension de la lutte auprès des courants modérés simplement opposés au pouvoir en place, auprès des acteurs remettant en cause par leur simple existence la structuration institutionnelle de la gestion du religieux décidé par le pouvoir ou ceux jugés indésirables aux yeux des alliés internationaux. La rhétorique islamique du pouvoir a évolué progressivement afin de se ménager des alliés

musulmans dans sa lutte contre l'Arménie chrétienne pour recouvrer l'intégrité territoriale du pays tout en unissant chiites et sunnites contre un ennemi commun, l'Occident jugé islamophobe, et auprès duquel elle se présente néanmoins comme l'ultime rempart contre le radicalisme islamique, sans compter l'instrumentalisation des minorités ethniques afin de mieux se prévaloir d'une gestion idéale du multiculturalisme et du pluralisme religieux.

Cette dynamique a pour conséquence depuis une dizaine d'année un retour progressif à la clandestinité de l'islam et de sa pratique et une invisibilisation des forces radicales agissant désormais de façon souterraine. A défaut d'arbitrer la diversité religieuse du pays, le pouvoir en place, afin de mieux assurer sa perpétuation, ce qui a été son seul critère décisionnel en la matière comme en bien d'autres, a fait le choix de l'imposition par le haut, et avec des méthodes de répression éprouvées durant la période soviétique ainsi que des interventions intempestives et presque obsessionnelles dans la sphère religieuse, d'un islam national loyaliste marqué par la valorisation des *pirs*, l'effacement artificiel des différences entre chiites et sunnites et une dimension importante de culte de la famille régnante.

Un nombre croissant de croyants exclus du partage des ressources pétrolières et privés de la possibilité d'adhésion à des forces politiques séculières et pro-occidentales à son image, est désormais contraint de vivre sa foi, comme aux temps de l'URSS, de façon semi-clandestine au sein de la famille et pourra être progressivement tenté par les forces de l'islam politisé qui risquent de faire leur retour, d'une manière ou d'une autre, comme un « effet boomerang » dès que l'occasion se présentera et que le contexte géopolitique le permettra. L'ouverture des frontières, les nouveaux moyens de communication et la globalisation du religieux ne permettent plus d'enfermer l'islam aussi facilement et durablement que du temps des modèles politiques du gouvernement actuel. L'ivresse de la victoire de la seconde guerre du Karabakh qui va porter le peuple quelques années ne doit pas dissimuler le jeu d'équilibriste dangereux que joue Ilham Aliev entre les partenaires aussi bien des pays musulmans que des pays occidentaux. L'Azerbaïdjan ne doit plus compter que sur le retour des forces politiques d'opposition classique séculières et pro-occidentales et sur une consolidation démocratique pour éviter une possible radicalisation et une binarisation progressive du jeu politique intérieur entre des forces islamistes souterraines soutenues par l'étranger et une force « néo-monarchique » des pétrodollars de la famille Aliev.

LEXIQUE

Adat : loi coutumière

Agabey : « Frère aîné » en turc

Akhbarisme : Branche traditionaliste du *djafarisme* rejetant l'*ijtihad* et présent actuellement essentiellement au Bahreïn.

Akhund : Titre perse désignant un savant de l'islam, l'*akhund* dirige la prière à la mosquée, il est le leader religieux d'une communauté et son équivalent sunnite est l'*imam*.

Albanie du Caucase : L'*Albanie du Caucase* est une composante de la satrapie de Médie jusqu'à la partition de l'empire macédonien à la mort d'Alexandre le Grand en -321, où les territoires albanais sont exclus de l'Atropatène dans la partie mède du nord-ouest iranien. Il s'agit d'une confédération de tribus formant un État unitaire sous l'autorité d'un roi étranger d'origine parthe apparu à la fin du 2^{ème} siècle afin d'ordonner la région dans le contexte de la guerre entre les Parthes arsacides de Mithridate II et les Arméniens d'Artavade Ier.

Arbaïn : "Quarante" en arabe. Ce deuil est célébré quarante jours après la mort de l'imam Hussein, soit une vingtaine de jours après le mois de *Muharrem*

Ashoura : cf. *Muharrem*

Azadliq : signifie "Liberté" en azéri.

Azan : appel à la prière.

Bahaisme : religion monothéiste fondée en Perse par Mirza Hussein Ali (1817-1892), connu sous le nom de Baha'ullah (« Gloire de Dieu »), emprisonné pour tentative d'assassinat du Shah, et qui, à sa sortie, prend la tête de la communauté du Babisme fondé en 1844 par Mirza Ali Muhammad, connu sous le nom de Bab, et qui proclamait la venue prochaine d'un nouveau prophète, en déclarant être ce messager en 1863. Cette religion considère que Dieu s'est révélé aux hommes à travers différents prophètes de différentes religions et que chacune des révélations dépasse la précédente sans la contredire. Ils entretiennent une conception évolutionniste de l'humanité qui tend, selon eux, vers une seule nation avec une seule religion. Ils tirent leur dogme de deux écrits principaux du fondateur (« Le plus-saint Livre » et « Le Livre de la Certitude »). Ils prient tous les jours trois fois en direction de St Jean d'Acre et de Haïfa où se trouve leur centre mondial et leur conseil international de justice, et jeûnent pendant un mois une fois par an, en mars. Ils interdisent strictement toutes les drogues, particulièrement l'alcool, et les relations sexuelles pré-maritales ainsi que l'adultère sont condamnées. Leur calendrier est composé de 19 mois de 19 jours, plus quatre jours de festivités. Progressiste, rationaliste et insistant sur la scolarisation des filles, la doctrine fait des adeptes parmi de grandes figures intellectuelles russes comme azerbaïdjanaises et elle est reconnue officiellement par les autorités de Bakou en 1860. Ils sont victimes de la répression soviétique avant de connaître un certain renouveau après la chute du bloc et de renouer avec des communautés disséminés dans le monde entier.

Catholicos: Le *Catholicos* (terme venant du grec et signifiant "universel") est le titre porté par les dignitaires des Églises orthodoxes orientales.

Difai : *Difai* ("Défense" ou "Protection") est une unité militaire de 400 hommes créée à Gandja à l'automne 1905 en réaction aux milices paramilitaires arméniennes organisées par le parti Dashnak et aguerries par leurs opérations militaires en territoire ottoman. Les affrontements arméno-azéris entretenus par la politique russe dans le Caucase causent d'importants mouvements de population : le Zanguezour est vidé de la quasi-totalité de sa population azérie de même qu'Erevan où ils représentaient 50 % de la population ainsi que de nombreux massacres à Shousha avant que les affrontements ne s'étendent au Karabakh l'année suivante.

Djadidisme : Le *djadidisme* (de *usul-ul-djadid* qui signifie "nouvelle méthode") est un courant moderniste de l'islam apparu au Tatarstan au 19^{ème} siècle sous l'impulsion de Ismaïl Gasprinski (1851-1914), intellectuel, homme politique et éditeur Tatar de Crimée, promouvant la modernisation de l'éducation et de la culture des communautés turques musulmanes.

Djafarisme : Le *djafarisme* est l'école théologico-juridique (*mazhab*) chiite, fondée par Jafar al-Sadiq (702-765), descendant du Prophète et sixième imam de l'islam chiite duodécimain. Elle est répandue en Iran, en Irak, en Azerbaïdjan et auprès d'importantes minorités en Afghanistan, au Liban, au Pakistan, en Inde et en Asie du sud-est.

Chafisme : L'école *chafite*, fondée par Mohamed ibn Idriss Ach-Chafii (767-820), élève de l'école hanefite et malékite, qui établit une distinction au sein des principes juridiques, et adhère à une idéologie rationnelle de l'islam, est aussi assez libérale. Elle est répandue dans tout le Proche orient, en Indonésie, en Malaisie, Jordanie, Palestine, Syrie, Liban, quelques régions d'Égypte et les Comores.

Émir : L'*émir* est un titre de noblesse accordé au leader d'une communauté religieuse, « celui qui donne des ordres ».

Fatwa : avis juridique islamique

Fethulladjis : Ce terme désigne les disciples du mouvement de Fethullah Gülen. Cf. *Nourdjous*.

Gurban Bayram : *Gurban Bayram* est l'appellation turque de l'*Aid el-Kebir*, fête du sacrifice, plus importante fête musulmane commémorant la foi d'Abraham acceptant de sacrifier son fils à Dieu.

Hadj : Le *Hadj* est le pèlerinage à la Mecque

Hanbalisme : L'école théologico-juridique *hanbalite* fondée par Ahmad Ibn Hanbal (780-855) incarne une piété rigoureuse, traditionnelle et sans compromis qui domine en Arabie Saoudite et dans certains États de la presqu'île arabique. Elle est aussi présente en Syrie et en Irak. Elle soutient une adhésion stricte au Coran et à la Sunna qui doivent être littéralement interprétés. Elle s'oppose à toute innovation de la doctrine et de la loi religieuse.

Hanifisme : L'école *hanefite* fondée par Abou Hannifa An-Nou'mane (699-767) est la première et la plus répandue des écoles juridiques de l'islam et la plus libérale laissant le champ libre à la raison et au libre arbitre. Elle est dominante en Asie centrale, en Inde, au Pakistan, en Turquie, en Afghanistan et dans certaines régions de l'Égypte et de la Syrie.

Hezbollah : *Hezbollah* ou « Parti d'Allah », fondé en juin 1982, est un parti politique et groupe islamiste chiite basé à Beyrouth au Liban, placé sur la liste des organisations terroristes par la plupart des pays occidentaux et par la Ligue arabe depuis 2016. Il a été créé à la suite de la révolution islamique iranienne et de l'intervention israélienne au Liban en 1982 durant la guerre civile.

Hijab : Voile ou foulard porté par les femmes musulmanes et laissant le visage apparent. Le voile couvrant aussi le visage peut être un niqab ou une burqa.

Hurufiyya : La *Hurufiyya*, qui se développe sous l'égide de Faizullah Naimi fermement hostile à Tamerlan, est une doctrine mêlant ésotérisme et islam dans une gnose reconnaissant la présence de Dieu en chacun et en toute chose. Ce mouvement a été rejoint par le célèbre poète Imameddin Nassimi, fondateur de la poésie azérie

Iftihaq : *Iftihaqi Müslimin* ("Union de tous les musulmans de Russie") est la première organisation politique pan-islamiste de Russie avec à sa tête Topchubachev, futur président du Parlement d'Azerbaïdjan.

Ijtihad : L'*ijtihad* désigne l'effort de réflexion personnelle pour l'interprétation du Coran et des hadiths. Un savant de l'*ijtihad* est nommé *mujtahid*.

Imamites : Les *Chiïtes Imamites ou Duodécimains* reconnaissent comme leurs leaders spirituels les douze imams de la famille d'Ali ibn Abou Talyb, cousin et compagnon du Prophète. Ils croient aussi au douzième imam caché, le *Madhi*, qui reviendra sur terre apporter un règne de justice et de félicité. Les Imams dans le chiïsme désignent les douze personnes issues de la lignée prophétique de Mahomet et ses successeurs.

Ishik Evleri : signifie "Maisons de la Lumière" en turc.

Ismaïlisme : L'*ismaïlisme* ou *chiïsme septimain* qui se subdivise en plusieurs branches est né d'une scission avec le chiïsme duodécimain concernant la succession du 6ème imam, Jafar as-Sadiq en 765 : son fils aîné étant mort avant son père, les duodécimains reconnaissant le fils cadet de Jafar as Sadiq tandis que les Ismaïlites reconnaissent le fils d'Ismaïl.

Jammat : signifie “communauté” en arabe

Jihad : Le *jihad* ou pratique de l'effort (“*juhd*”) est un concept islamique polysémique qui a pour but de pousser les âmes vers Dieu et leur faire entendre sa parole. Il se distingue traditionnellement entre un “petit jihad” contre autrui et recouvrant une motivation politique (et non plus religieuse) et un “grand jihad” contre soi-même”, distinction tiré d'un *hadith* du prophète suite à l'expédition de Tabruk en l'an 9 de l'Hégire, bien que de nombreux théoriciens en aient distinguées quatre (comme Ibn Qayyim al Jawziyya ou Ibn Rushd al Jadd). L'école *hanbalite* et les tenants de l'islam radical ne retiennent pas cette interprétation et s'inspirent de Ibn Taimiyya (qui a rédigé le traité du jihad au 14ème siècle) pour ne retenir que la lutte armée contre les infidèles, les hypocrites et les apostats.

Khalmeyi Shahadet : La *khalmeyi shahadet* est la profession de foi musulmane “J'atteste qu'il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah et que Mahomet est son prophète”. Chez les chiites, on y précise également que Ali est le wali (vicaire) d'Allah. Elle est prononcée lors du baptême, de la prière, du décès d'un croyant, ou lors d'une expression de sa foi.

Khan : Titre signifiant dirigeant en mongol, porté à la suite des conquêtes mongoles par les souverains turcs et perses. Le *khan* est à la tête d'un *khanat*. Le Ilkhan est le titre porté par le *khan* de Perse et signifie “*Khan* subordonné” au grand *Khan* de Mongolie. La dynastie a été fondée par Hulagu (1251-1265) nommé par son frère Mongka (1251-1259).

Kharidjisme : Le “kharidjisme” provient du terme “*khariji*” (“ceux qui se séparent, qui abandonnent”) synonyme de rebelle ou schismatique. Il renvoie à un groupe socio-politique apparu en marge de la plupart des musulmans sunnites durant la bataille de 657 entre le calife Ali ibn Abou Talib et le gouverneur de Syrie Muawiya ibn Abi Sufyan et qui refusèrent de reconnaître les premiers califes et utilisèrent tous les moyens y compris la guérilla et la terreur politique pour lutter contre leurs opposants. Ce terme désigne souvent les salafistes les plus radicaux.

Khazars : Les Khazars sont un clan turcophone chamaniste nomade installés sur les plaines des versants nord du Caucase, initialement tributaire des Huns et qui devient une force militaire redoutable entre la mer Noire et la mer Caspienne (dite « Mer des Khazars ») se livrant à des raids réguliers sur la région du sud-Caucase entre 627 et 797.

Khouramiyya : Cette secte religieuse porte une doctrine composite d'éléments islamiques chiites et de croyances mazdéites. Babek prend la tête de ce mouvement au début du 9ème siècle, à la mort de son maître, et tient des discours de haine contre l'envahisseur arabe tout en légitimant le meurtre et le pillage des musulmans. Il tient en échec les armées du calife entre 816 et 837. Il représente un symbole communiste pour l'URSS, de l'iranité pour l'Iran et un symbole national pour l'Azerbaïdjan.

Khouzeyye Ilmiyya : signifie “places scientifiques” en arabe et en persan. On les nomme communément par le terme “*khouzeh*”, « *hozé* » ou « *hawza* » et ils désignent des campus islamiques regroupant madrassas, écoles, mosquée, centre et instituts de formation. Les plus importantes écoles se situent à Qôm en Iran, bastion de l'imam Khomeiny et de la Révolution islamique qui est spécialisé sur les questions de relations entre islam et politique, et à Nadjaf en Irak, plus sceptique quant à la doctrine du *Velayat-i faqih*, comme celle de Damas, la Zeynabiyya Khouzeh, et dans lesquelles les étudiants ne sont pas autorisés à s'impliquer politiquement ou à appartenir à des partis et des mouvements politiques. Cette formation qui exige qu'un étudiant atteigne le plus haut échelon sur douze sujets différents prend de dix à trente ans.

Kizil Bakh : cf. *Séfévides*.

Madkhalisme : Le *madkhalisme* provient de la doctrine initiée par le théologien saoudien Sheikh Rabi ibn Hadi al-Madkhali, né en 1931, au moment de la guerre du Golfe en 1991, posant des conditions au *jihad* armé et soutenant la décision de l'Etat saoudien d'accueillir des troupes américaines. Il tente ainsi d'apporter des preuves théologiques au fait que la soumission à l'autorité est conforme à la foi islamique. Il est ainsi taxé de “défaitisme” et de “pseudo salafi” par ses opposants.

Madrassa : Les *madrassas* ou *medresse* sont des écoles coraniques.

Marja i-taqlid : signifie “autorité, exemple à suivre” dans la hiérarchie religieuse chiite. “*Marja'iyya*” désigne le fait de s'adresser ou de se fier à quelqu'un. Le “*marja*” désigne une instance ou une autorité ainsi que le titre d'une haute personnalité religieuse chiite et qui est source d'inspiration, soit un “exemple à suivre”, ou “*marja i'taqlid*”. Ils sont une dizaine de membres dans le monde chiite qui peuvent rédiger leur “*Risale*” ou traité de droit

et sont en cela reconnus comme *mujtahid*. Ils disposent dans chaque ville importante du monde musulman de bureaux de représentations nommé « *daftar* » dirigés par un représentant nommé « *vekil* » qui diffuse ses œuvres et recrute des disciples. Ils peuvent également lever un impôt spécifique auprès de leurs disciples, le « *khoms* » que le « *marja* » redistribue sous forme d'aide aux pauvres, aux étudiants ou utilise à la construction de mosquée, hôpitaux et diverses œuvres.

Mashikat : Le *Mashikat* ("Conseil") avait été créé le 1er septembre 1918 par les leaders religieux sunnites et chiites unissant ainsi d'eux même les deux directions religieuses existantes depuis 1875 à Tiflis, en se déplaçant à Gandja puis à Bakou.

Mawlawiyya : La *Mawlawiyya*, confrérie soufie plus connue en Occident sous le nom de "derviches tourneurs" a été fondée au 13ème siècle, par Jalal al-Din Roumi, à Konya en Turquie

Mazhab : Les *mazhabs* sont les écoles théologico-juridiques de l'islam : *hanifite*, *chafite*, *hanbalite*, *malikite* pour les sunnites ou *djafarite* pour les chiites.

Melik : Les *mélikats* du Karabakh créés par les Turcomans Kara-koyunlu de Djahan Shah (1438-1467) représentent une chaîne de cinq principautés chrétiennes à forte présence arménienne, les *Khamsa* (« les Cinq »), entités confirmées par Nader Shah (1736-1747), puisqu'elles avaient combattu à ses côtés les armées ottomanes, et vassales des autorités centrales perses. Leur seigneurs ont le titre de *mélik*s. Ils seront abolis à partir de 1820, après les conquêtes des Russes qui souhaitent se débarrasser des noblesses locales et du système de gestion indirecte par des familles patriciennes.

Mihranides : Les *Mihranides* sont une dynastie iranienne parthe des empires arsacide et sassanide. Ils sont reconnus comme « Prince de Gardman et d'Albanie » par le shah en échange de leur retour dans le giron monophysite (qu'ils avaient quitté suite au Concile de Dvin en 607), satisfaisant ainsi l'Église arménienne isolée théologiquement et soumise aux persécutions byzantines. Le premier prince est consacré en 627 à Ctésiphon.

Mollah : Titre perse désignant un savant de l'islam, le *mollah* est de rang inférieur à l'*akhund*, et il représente le premier niveau d'entrée dans le clergé chiite : il est plutôt mobilisé pour les veillées funéraires par exemple.

Mollakhana : Une *mollakhana* est une "maison de prières".

Moussavat : Créé en 1911, le Parti Moussavat ("Égalité"), panislamiste à l'origine, subit une profonde réforme idéologique pour évoluer vers le nationalisme et le pan-turquisme.

Mufti : Le *mufti* est un religieux musulman sunnite ayant droit d'interpréter la loi coranique et d'émettre des *fatwas*. Un grand *mufti* est l'autorité religieuse suprême, essentiellement dans l'ancien empire ottoman.

Muharrem : Il s'agit du premier mois du calendrier musulman et correspond à une période de commémoration chiite du massacre des descendants d'Ali, notamment l'imam Husseyn, en 680, à la bataille de Kerbala par les Omeyyades, partisans de Yazid, notamment lors de l'Ashoura, le 10ème jour, Le martyre de l'imam Husseyn y est rejoué par des processions scandées lors desquelles les croyants se frappent la poitrine en rythme en signe de contrition, ou de séances d'autoflagellations publiques. Ces cérémonies sont accompagnées de prières, de pleurs et de séances de déploration consacrées à la narration de différents épisodes de la mort de l'imam Husseyn.

Mujtahid : Le *mujtahid* est une autorité religieuse savante qui a le droit et la capacité de l'"*ijtihad*", c'est à dire l'effort de réflexion personnelle pour l'interprétation du Coran et des hadiths. Les *mujtahids* sont des autorités théologiques possédant une expertise les rendant éligibles à juger indépendamment de problèmes religieux sujets à dispute. Les "*Hujjat ul-islam wa-l-muslimin* » sont des *mujtahids* représentants autorisés du « *marjjat i'taqlid* ». Au-dessus d'eux n'existent que les *Ayatollahs* et *Grands Ayatollahs*.

Nakhitchevan : Le *Nakhitchevan* est une région azerbaïdjanaise frontalière de la Turquie, de l'Iran et de l'Arménie, exclave depuis 1920-21 et la décision soviétique de répartition des territoires disputés entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, le Zanguezour étant attribué à l'Arménie et le Haut-Karabakh (région créée à l'occasion et partie montagneuse du Karabakh) et le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan. Cette région est le lieu d'exercice du pouvoir, au 12ème siècle, avec l'Azerbaïdjan et l'Arran (ancien Karabakh), des atabegs (sorte de régent des califes turcs seldjoukides) dont le plus célèbre est Shamsadin Eldeniz (qui est le premier à avoir transformé cette fonction de serviteur de l'État en féodalité militaire héréditaire), ce qui est considéré par de nombreux historiens azerbaïdjanais comme la première expérience d'un gouvernement et d'un État azerbaïdjanais dont on peut considérer la dynastie Aliev comme les héritiers. La région sera gouvernée de concert avec le reste de l'Azerbaïdjan par les empires successifs des Mongols, des Timourides, des Turcomans, et des Séfévides. Ces

derniers se livreront à une politique de la « terre brûlée » contre les Ottomans vidant largement la région de sa composante arménienne. La région devient un *khanat* perse au 18^{ème} siècle, principalement peuplé de Turcomans et de Kurdes chiites, annexé par la Russie, comme celui d'Erevan (peuplé d'1/5^{ème} d'Arméniens), en 1828, et formant l' « oblast arménien » (dans lequel les Arméniens ne représentaient que 20 % de la population) et qui devient alors un lieu de colonie de peuplement arménien à grande échelle favorisé par la Russie (les Arméniens représentent déjà 50 % de la population en 1832) . La région va faire l'objet aussi des massacres arméno-tatars dès mai 1905 (qui vide le Zanguezour de la population azérie ainsi que la ville d'Erevan peuplée à 50 % d'Azéris et de pogroms anti-Arméniens à Bakou, et faisant entre 3000 et 10 000 victimes des deux côtés). La période des républiques indépendantes de Transcaucasie après la révolution de 1917 et l'armistice de Moudros prévoyant le retrait des forces turques de Transcaucasie fait ressortir les conflits frontaliers pendant une courte occupation britannique durant laquelle les Arméniens échangent le Zanguezour et le Karabakh contre le Nakhitchevan et Kars. Leur départ provoque l'assaut azéri contre les Arméniens pour les chasser du Nakhitchevan alors que le Zanguezour est resté sous contrôle arménien du général Andranik Ozanian. La région sera occupée par les Turcs en mars 1920 puis par les Russes en juillet qui déclarent la région « république socialiste soviétique » rattachée à l'Azerbaïdjan, tandis que l'Armée rouge parvient à mettre en fuite les milices arméniennes du Karabakh qui se réfugient au Zanguezour. Le Nakhitchevan obtient l'autonomie politique en plus de l'autonomie administrative en mars 1924 avec la proclamation de la « république soviétique autonome » du Nakhitchevan. Durant la *perestroïka*, dans le contexte des revendications arméniennes sur le Karabakh, mais aussi sur le Nakhitchevan dès 1987, la branche locale du FPA y organise des marches de protestations le long de la frontière iranienne en janvier 1990, réclamant des terres et démantelant des grillages tout en appelant à la réunification avec l'Azerbaïdjan iranien, avant de se déclarer indépendant en décembre et d'en appeler aux Nations-Unies, avant l'intervention de l'armée et le décret de l'état d'urgence jusqu'à mi 1991. En septembre 1991, Heidar Aliev, natif du pays et qui a fait une longue carrière dans l'appareil soviétique depuis le KGB, élu député en 1990, est élu président de l'assemblée locale de la république autonome et il multiplie les contacts avec la Turquie pour surmonter le blocus arménien, en faisant même appel à son armée mobilisée lors de pressions arméniennes sur la ville de Nedarak, et à l'Iran en matière de construction de mosquée. Aliev mène une diplomatie indépendante de celle du président azerbaïdjanais Eltchibey élu en juillet 1992, alors qu'il a été lui-même écarté des élections par la limite d'âge, évoquant la levée de sa propre armée dès janvier 1992, créant le Parti du Nouvel Azerbaïdjan, et se rapprochant de la Russie pour discuter d'une adhésion azerbaïdjanaise à la CEI. Le 15 juin 1993, il est nommé président du Parlement qui destitue d'Eltchibey en août, vote l'abaissement de l'âge d'éligibilité au poste de président, et vote l'intégration à la CEI, autant de mesures qui lui permettent d'être élu en octobre, de signer le cessez-le-feu avec les Arméniens et de gouverner en favorisant les postes clés aux personnes de son clan du Nakhitchevan.

Naqshbandiyya : La *Naqshbandiyya*, influente de la Turquie à l'Asie centrale en passant par le Caucase, est une tarikat soufie fondée à Boukhara par Muhamad Bahaouddin Naqshaband au 14^{ème} siècle.

Namaz : signifie « prière » en persan. C'est le terme utilisé en Azerbaïdjan.

Nourdjous : Les nourdjous ou « disciples de la Lumière » sont les disciples du mouvement créés par Saït Nursi mais désigne aussi par extension ceux de Fethullah Gülen dans le langage courant. Saït Nursi, théologien sunnite et ethniquement Kurde, né en 1873 à Nurs dans l'est de la Turquie et éduqué dans une madrasa dans la philosophie *naqshbandie*, surveillé par la république kémaliste puis plus libre de ses mouvements après 1946 et l'arrivée de la droite conservatrice au pouvoir, a rédigé une exégèse du Coran de plus de 6000 pages, sa *Risale i-Nur* (« traité de la Lumière »), en prison, et qui est composé de 14 « *tafsirs* » (commentaires ou explications en arabe). Il est à l'origine du mouvement confrérique *nourdjou*, très hiérarchisé regroupant « *talibe* » (élève), « *abi* » (frère aîné) et « *varis* » (héritier) propose un enseignement dans de petits cercles créés par des membres du mouvement dans les milieux scolaires et universitaires. Il se scinde en plusieurs mouvements à sa mort en 1960 dont celui de Fethullah Gülen, le plus célèbre. Sa pensée est marquée par sa conviction de la possibilité de concilier connaissances scientifiques et religion pour créer un État basé sur la charia (loi islamique en arabe). De même, il prône l'union avec les Chrétiens dans la lutte contre le matérialisme et l'athéisme. Fethullah Gülen (né en 1938 à Erzurum), éduqué dans les philosophies soufies *naqshbandie* et *kadirie*, est d'abord prêcheur (ou « *vaiz* ») pour le compte de l'Etat dans les villes de Edine et de Kastenaparazi, avant de créer, influencé par la pensée de Saït Nursi, un vaste mouvement néo-nourdjou en réalisant avec succès des projets éducatifs permettant aux élèves de progresser au sein de son organisation (camps de vacances, fondation réunissant parents d'élèves et enseignants, cours et activités parascolaires) et de lancer journaux et revues (*Zaman*, *izinti*, *Fountain*, *Bizim Aile*, *Aksiyon*), une chaîne TV (*Samanyolu*) et de créer la fondation des écrivains et journalistes de Turquie. Son mouvement s'est rapidement étendu par la création de filiales dans toute la Turquie et a largement profité du passage à l'économie de marché post-kémaliste en s'entourant de nombreux hommes d'affaires importants finançant son organisation dont la fortune est estimée entre 25 et 50 milliards de \$, avant de se projeter dans les pays de l'ex URSS au début des années 1990. Il s'est exilé aux États-Unis en 1999 suite aux persécutions de l'État turc.

Novruz : Le *Novruz* ou Nouvel an est une tradition perse fêtée pendant cinq jours à partir du 20 mars pour l'arrivée du printemps. Issue de la tradition zoroastrienne, elle est marquée par des feux observables jusque dans les rues de Bakou par-dessus lesquels les enfants effectuent des sauts. On y retrouve aussi des rituels similaires à ceux de la Pâques chrétienne : confiseries, peinture d'œufs, plantations d'arbres, repas familiaux...

Oghouz: Les Oghouz forment une confédération de peuples turcs d'Asie centrale vivant au nord de la mer d'Aral constituée au début du 7^{ème} siècle, qui migre au 10^{ème} et 11^{ème} siècle vers l'Asie occidentale et l'Europe orientale et sont considérés comme les ancêtres de la nation turque moderne.

Ottomans : L'Empire ottoman fondé au 13^{ème} siècle conquiert Constantinople en 1453 sous Mehmet II et vit son apogée sous Soliman Ier au 16^{ème} siècle. Après de nombreuses pertes territoriales, il laissera la place à la première république turque en 1923 avec à sa tête Mustafa Kemal Atatürk.

Oudis : Groupe ethnoreligieux chrétien orthodoxe ultra-minoritaire en Azerbaïdjan et dont l'origine se trouve dans l'ancienne *Albanie du Caucase*. Quand le Calife Abd al Malik (685-705) met sous administration directe l'Albanie, qui n'existera plus comme entité politique, il confie également la responsabilité de l'Église albanaise au *Catholicos* arménien. Redéfinie administrativement sous le nom d'Arminiyya, la région va vite se déliter en plusieurs principautés. C'est à cette époque que les Albaniens refusant de se convertir à l'Islam rejoignent l'Église arménienne et s'arménianisent progressivement tandis que les Zoroastriens fuient la région. La minorité *oudine* reste indépendante sur le territoire du futur Azerbaïdjan et est rattachée au catholicos d'Albanie dont le siège est dans le monastère de Gandzassar au Karabakh. En 1815, après la conquête russe, le dernier *Catholicos* d'Albanie est abaissé au rang d'archevêque métropolitain, au sein d'un évêché autonome et, en 1836, cet antique catholicos est rattaché à l'Église apostolique arménienne et à sa hiérarchie. En 1909-1910, le clergé arménien détruit les archives de l'Église d'Albanie avec la permission du Synode russe sous l'autorité duquel il est placé depuis 1836. Les témoignages de sa langue et de son écriture disparaissent. En 2003, la « communauté chrétienne *oudine* albanaise » est enregistrée par l'État azerbaïdjanais. Ainsi les *Oudis* sont souvent l'objet d'interprétations divergentes concernant leur appartenance ethno-nationale.

Perestroïka : La Perestroïka (ou "reconstruction") désigne les politiques de réformes économiques et sociales lancées par Mikhaïl Gorbatchev entre 1985 et 1991 en URSS.

Pirs : Les lieux saints en Azerbaïdjan sont appelés des *pirs*. Mais il peut y avoir aussi dans cette catégorie les *mazars*, *imamzade* (quand il s'agit de lieux rattachés à un *seyyid* chiite) ou des *odjags* (ou "foyer" révélant leur origine zoroastrienne). Il s'agit de tombes et mausolées mais parfois aussi d'arbres, de sources ou de pierres dressées, de rochers ou de petits monuments. Parmi les *pirs* les plus connus, on peut citer : Ali Ayagi à Mashtaga (empreinte du pied d'Ali), le mausolée Ashab-i Kāhf (les sept dormants d'Ephèse) au Nakhitchevan, Pir Sayid mazar à Mashataga, Dedegünesh à Shemakhi, Hay imam près de Kirovabad, le mausolée des Quarante au Nakhitchevan, Khizir Zende mazar à Merdakan dans la péninsule d'Apchéron, Shahidgah pir à Shūvaln, Aldādā mazar à Tavouz, Mehued Efendi mazar à Noukha, Mir Mövsum Agha à Shūvalan, Yeddi Gapi (Sept portes) dans la péninsule d'Apchéron, ou Bibi Heybat près de la mosquée du même nom dans la périphérie de Bakou. Ils font souvent l'objet de dons en argent et représentent souvent une manne financière importante.

Pouvoir du Faqih : L'idéologie du "pouvoir du *faqih*" ou « *Velayat-i faqih* » (le *faqih* est un spécialiste de la jurisprudence islamique) et du "gouvernement islamique" ou « *Hoqumat-i Islami* », développée par l'imam Khomeiny, stipule qu'en l'absence d'un *imam* ou d'un leader légitime de la communauté religieuse, le pouvoir est dévolu aux théologiens autorisés à interpréter correctement le Coran. Le pouvoir ne peut donc être concentré que dans les mains d'un théologien.

Qadiriyya : La *Qadiriyya* est une confrérie soufie fondée au 11^{ème} siècle par le sheikh Abd-al Qadir al Djilani dont le sanctuaire et le mausolée se trouve à Bagdad.

Russes Blancs : Les Russes Blancs désignent les opposants aux Bolcheviks, monarchistes et fidèles au tsar Nicolas II, refusant la Révolution de 1917, partis en exil ou en guerre civile contre le nouveau pouvoir. Ils se distinguent des partisans d'une évolution démocratique de la Russie impériale.

Salafiyya : dérivé de "*as salaf as-salihin*" ("pieux ancêtres" désignant les compagnons et contemporains du Prophète Mahomet) le terme désigne un mouvement idéologique apparu avec les premiers "*mazhabs*" (écoles juridiques islamiques) entre le 8^{ème} et le 10^{ème} siècle. Mouvement fondamentaliste (pour reprendre une terminologie chrétienne utilisée pour qualifier les Protestants américains en 1919 opposés à la théorie de l'évolution et demandant une interprétation littérale des écritures) dont les premiers tenants sont les disciples de l'école *hanbalite*. Pour autant ce courant est largement lié au théologien médiéval arabe Ibn Taymiyya (1263-

1328) et à l'idée de l'envoi cyclique d'une personne par Allah pour procéder au renouvellement (« *tajdid* ») cyclique de la communauté (« *Oumma* ») et au retour de la « vraie foi ». Ce mouvement est aussi souvent appelé « Islam pur » en ce qu'il promet pour le croyant le retour au modèle du temps du Prophète. Ce courant est marqué par le strict monothéisme (« *tawhid* »), l'appel au combat contre le polythéisme (« *shirk* ») et l'infidélité (« *kufur* ») qui concerne aussi bien les Juifs et les Chrétiens que les Musulmans qui transgressent le monothéisme tel qu'ils le conçoivent et qui sont à ce titre passibles de mort et de saisie de leurs biens. Ils refusent l'intercession (« *tawassul* ») entre le croyant et Allah et en cela refusent l'adoration des saints et des *sheikhs* ainsi que de Mahomet lui-même. Ils sont hostiles à toute innovation (« *bida'a* ») et appellent à un strict dévouement au Coran et à la *Sunna* (loi ou tradition), aux rituels, aux coutumes, aux comportements et aux apparences d'un musulman selon leurs critères (barbes et pantalons courts pour les hommes et voiles ou hijab pour les femmes). Ils s'opposent ainsi à la célébration de l'anniversaire du Prophète (« *maulid an-Nabi* ») ou aux prières de louange (« *barakat* ») à qui que ce soit d'autre qu'Allah. Enfin ils mettent en avant le rôle primordial du « *Jihad* » qui est compris uniquement en tant que « lutte armée ».

Séfévides : Né au 13^{ème} siècle, et originaire d'Azerbaïdjan, dans le contexte d'effervescence mystico-religieuse des *ilkhans* mongols, l'ordre soufi séfévide est à l'origine du chiisme d'État et c'est sous sa direction que le pays s'ancre dans la turcophonie. Créée par le Sheikh Safi al-Din (1252-1334) qui a reçu l'enseignement de la Zahidiyya (du sheikh Zahid-i Gilani), la doctrine s'écarte du sunnisme dont elle est empreinte pour se rapprocher du chiisme à la fin du 14^{ème} siècle sous Khodja Ali (1391-1427) grand maître de l'ordre prétendant avoir vu Ali en rêve, puis de Sheikh Djounayd qui se considérait comme le représentant du *Mahdi* (12^{ème} imam disparu qui doit revenir pour faire régner la justice et la félicité). Les Séfévides commencent à se faire appeler sultan et à appeler à la guerre sainte contre les Infidèles et obtiennent un grand succès parmi les tribus turcomanes d'Anatolie orientale et de Syrie, notamment les Ak-Koyunlu, parmi lesquels est constitué un corps d'armée qui adoptent la coiffe à douze plis rappelant les douze imams du chiisme et se font surnommer les Kizil-Bakh (« Têtes Rouges »). Le mausolée de Safi al-Din à Ardabil en Azerbaïdjan iranien en constitue le centre de gravité spirituel.

Seldjoukides : l'Empire *Seldjoukide* fondé vers l'an 1000 est issu d'une branche de la famille turcique *Oghouz* vivant à l'origine au nord de la mer d'Aral, et son nom est issu du nom du chef éponyme de la dynastie, Seldjouk Bey. Après avoir conquis le Khorassan et la Transoxiane, les Seljoukides, convertis au sunnisme, s'emparent de Bagdad en 1055 et règnent plus tard sur un immense empire qui s'effondre en 1194, vaincu par les shahs du Kharezm.

Seyyid : Le *seyyid* (« seigneur », « prince », « maître ») est un titre honorifique accordé à un descendant de la famille du prophète.

Shahsey-Vahsey : Le *shahsey-vahsey* désigne les processions du mois de Muharrem incluant des rituels d'autoflagellation publiques en commémoration du martyr de l'imam Husseyn.

Sheikh : Ce titre, provenant de l'arabe « sage », « maître » ou « vieillard », désigne un homme respecté pour son grand âge et ses connaissances religieuses. Il est porté par de nombreux chefs religieux comme dans les *tarikats* soufies.

Sheikh ul-islam : Ce titre est porté par l'autorité religieuse suprême des musulmans dans le sud-Caucase depuis la mise en place par les Russes, en 1823, d'une structure centralisée visant à contrôler le clergé musulman. Il était aussi porté par la plus haute autorité religieuse dans l'ancien Empire ottoman.

Shirvanshahs : La dynastie des *shirvanshahs* (ou shahs du Shirvan) est mise en place entre 461 et 485 par les Perses dans la région du Shirvan alors qu'ils mettent sous tutelle l'Albanie du Caucase. Ce pouvoir fort et loyal marque à cette époque le recul de la souveraineté albanaise dans sa partie orientale et côtière afin de défendre les frontières nord contre les Huns. Il s'étend ensuite vers Derbent, Sheki et les steppes du Moughan et développe le zoroastrisme d'État. La population regroupe un fond de peuplement caucasien, des groupes iraniens et turcs, des Huns et des Khazars. Une nouvelle dynastie de souche arabe reprendra le titre au début du 9^{ème} siècle et la dynastie se perpétuera jusqu'au dix premières années du 16^{ème} siècle.

Silsila : cf. *tarikat*.

Sourates : Les sourates sont en quelque sorte les "chapitres" du Coran à ceci près qu'elles ne sont pas classées par ordre chronologique mais par ordre de grandeur. Le Coran est composé de 114 sourates.

Suleymaniyya : La *Suleymaniyya* est une confrérie soufie qui a été fondée par le Sheikh Suleyman Hilmi Tounakhan Silistrevi (1888-1959) en Bulgarie. Les *Suleymandjis* croient être en contact mystique avec le fondateur qu'ils appellent « le dernier professeur ». La communauté rend un culte aux ancêtres qui sont supposés

former une sorte de conseil spirituel suprême supervisant les affaires du monde. Sa direction est désormais déployée en Turquie où elle est devenue une branche de la *Naqshbandiyya*.

Takfirisme : Le *takfirisme* provient du terme “*takfir*” (“accusation d’athéisme”) et les *takfiris* sont ceux qui lancent cette accusation.

Taqiya : La *taqiya* (ou “dissimulation”, « crainte », « prudence ») est une pratique légale de dissimulation de sa foi en cas de danger et de persécutions. Cette pratique prend un sens particulier chez les chiïtes en raison de leur relation spéciale à la notion de martyr ou de leur croyance en l’imam caché, le 12ème imam qui reviendra instaurer un monde de justice et de félicité. Par ailleurs, dans un certain contexte, la *taqiya* est liée à la nécessité de non divulgation des données ésotériques relatives à l’imamat et établit ainsi une séparation entre initiés et non-initiés.

Tarikat : Les *tarikats* (« voie », « chemin pour connaître Dieu », ou « ordre » pour reprendre une terminologie occidentale et chrétienne) ou confréries soufies sont organisées autour d’une autorité spirituelle, le “*murshid*” (guide ou professeur en arabe) ou parfois un “*sheikh*” et réunissent un groupe de “*murids*” (étudiants ou disciples). Le “*murshid*” enseigne l’essence du chemin soufi qui amène à la connaissance de la toute-puissance d’Allah et à la jouissance de sa grâce qui passe par la communication pendant de longues années avec lui. Ceci mène à la création d’une chaîne ou « *silsila* » par laquelle la grâce d’Allah passe du « *murshid* » à ses successeurs. Un même « *murshid* » peut agir comme un lien dans la chaîne entre différentes « *tarikats* » pour enseigner aux « *murids* » à condition de recevoir une « *ijaza* » (permission) des *sheikhs* des *tarikats* en question : c’est le cas par exemple du Sheikh Seyid Efendi al-Chirvaki, dirigeant la *Naqshbandiyya* et la *Shaziliyya* avant sa mort au Daghestan en 2012 à l’âge de 74 ans et qui réunissait autour de lui plus de 10 000 *murids* dont des officiels gouvernementaux de haut-rang et des hommes d’affaires.

Usulisme : Courant rationaliste du *djafarisme* marqué par la hiérarchisation et la politisation de son clergé. Il prône l’*ijtihad*.

Wahhabite : Le terme désigne les disciples du Sheikh arabe Muhammad ibn Abd al-Wahhab (1703-1792) qui s’appelaient eux même “Peuple du monothéisme” (« *Ahl at-tawhid* »), « salafiste » ou simplement « musulmans ». Ce terme revêt une connotation négative en ce que les tenants de ce courant refusent d’être assimilée à une hérésie attachée à l’enseignement d’un seul homme. Bien que proche de l’école *hanbalite*, ils ne se considèrent pas comme appartenant à aucun *mazhab* sunnite. Ce mouvement a indigné de nombreux musulmans pour leurs activités radicales telles que la destruction des sanctuaires ou, en 1924-25, des structures construites sur les tombes des soldats et compagnons du prophète à la Mecque et à Médine.

Waqf : Le *waqf* dans le droit islamique, désigne les dons faits par des particuliers, à des œuvres pieuses, souvent faits au clergé musulman pour le fonctionnement de la communauté, l’entretien des mosquées etc... Il se distingue du *zakat* (ou aumône) obligatoire pour tout musulman et qui est un des cinq piliers de l’islam.

Yasak : Le *Yasak* (“grande loi ou loi supérieure”) est un recueil de lois mongoles compilées par Gengis Khan et ses successeurs et traitant aussi de croyance et de tolérance religieuse.

Yurd : signifie « foyer » ou « maison » en turc.

Zaïdisme: Parfois considéré comme la cinquième école de pensée juridique du sunnisme en raison de sa proximité avec lui, ce courant chiïte a été enseigné par l’imam Zayd ibn Ali, petits fils d’Hussein et fils d’Ali ibn Hussein, le quatrième imam. Il est l’un des trois courants du chiïsme avec le chiïsme duodécimain et l’ismaélisme ou chiïsme septimain. Ce courant conteste le cinquième imam reconnu par les deux autres courants en lui préférant son frère, Muhamad al-Baqir. Par ailleurs, ils rejettent l’imam caché du courant duodécimain.

Zoroastrisme: le zoroastrisme est la première religion monothéiste fondée par Zoroastre (ou Zarathoustra), réformateur de l’antique mazdéisme et né au 6ème siècle avant J.C. Sa doctrine est contenue dans le texte sacré de l’Avesta. Le zoroastrisme est adopté comme religion d’État par les Perses sassanides.



EURASIAPEACE